

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Observations sur les Modalités des Impôts directs en France et en Grande-Bretagne pour les Sociétés de Capitaux

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 21 Novembre 1928 à 2 heures

PAR

Gervais CHAPPÉE

Président : M. GERMAIN MARTIN

Suffragants { MM. ALLIX {
 { OUALID { *Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, Rue Cujas et Rue Victor Cousin, 19

—
1928



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553023_0042



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

Observations sur les Modalités des Impôts directs

en France et en Grande-Bretagne

pour les Sociétés de Capitaux

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 21 Novembre 1928 à 2 heures

PAR

Gervais CHAPPÉE

Président : M. GERMAIN MARTIN

Suffragants { MM. ALLIX { *Professeurs*
 QUALIT

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, Rue Cujas et Rue Victor Cousin, 19

—
1928



Observations sur les modalités des impôts directs

en France et en Grande-Bretagne

pour les Sociétés de Capitaux

INTRODUCTION

La guerre a créé pour les gouvernements français et britannique d'énormes besoins d'argent. D'une part elle a précipité dans ces deux pays un mouvement social déjà vigoureux en faveur de l'amélioration de la condition des classes ouvrières et paysannes. Ce mouvement se traduit par des institutions qui, pour satisfaire aux tendances généreuses de l'âme humaine, se révèlent si coûteuses qu'elles ont créé dans ces pays la nécessité absolue d'une grosse prospérité sous peine de ne pouvoir faire face aux frais élevés de leur fonctionnement : Instruction, Assistance, Retraites, Confort, Hygiène.

D'autre part, et surtout, la guerre elle-même pour son financement, et la réparation des destructions qu'elle a causés, a nécessité des moyens

de paiement dont personne n'avait prévu l'ampleur. Provisoirement il a été pourvu à ces dépenses par l'emprunt ; mais progressivement l'impôt doit être en mesure d'en assurer le service et le remboursement.

Or, dans les deux pays cités, voisins par la distance, tous deux d'ancienne civilisation, l'un plus agricole, l'autre plus commerçant et banquier, tous deux de structure sociale variable en degré et mesure, mais non dans leur essence, il a été obtenu dans le cours de cette guerre l'effet maximum. Le moment est venu dans chacune de ces nations où pas un homme ne croit qu'il peut être demandé davantage sans compromettre l'équilibre du pays ¹.

¹ Extrait du budget speech du chancelier de l'Echiquier, M. Winston Churchill, prononcé à la Chambre des Communes, le 28 avril 1925 :

« Le poids des impôts directs affecte d'une manière désastreuse les affaires de la Nation. C'est une erreur de croire que le mal frappe uniquement les classes qui acquittent les impôts. Il se manifeste de manières différentes, mais discernables ; il a surtout pour effet de contracter et de relâcher l'effort, de détruire l'esprit d'économie. Ainsi la maladie se propage et contamine toutes les classes de la population. Je suis convaincu que, en partie du moins, elle se manifeste dans la dure et exceptionnelle crise de chômage dont souffre le pays. Dans les usines, les mines, les hauts fourneaux, les chantiers de construction des navires,

Citons, à titre d'indication, que le budget du

nous retrouvons cette maladie du chômage ; c'est la préoccupation de tout homme politique, quelque soit son parti. Sans doute, nombreuses en sont les causes. Sans doute quelques-unes de ces causes sont hors de notre portée ; mais parmi celles que nous pouvons atteindre, on peut ranger le taux élevé de l'impôt. C'est un fait indubitable que le pays qui compte le plus de chômeurs est aussi celui où l'impôt sur le revenu est au taux le plus élevé et où, à ce taux élevé, il est perçu en totalité. Croyez-vous que ce soit pure coïncidence ? Je ne le crois pas.

» Parmi tous les remèdes qu'on nous conseille d'administrer à notre maladie industrielle, quelques-uns raisonnables et d'autres qui ne le sont pas, aucun n'est si simple, si éprouvé, ni si efficace et aussi sûr que la réduction de l'impôt frappant les bénéfices et la production. Je crois que la Supér Tax au taux actuel constitue une charge excessive pour les affaires et la puissance d'épargne de la nation et qu'il s'oppose à la création de cette nouvelle richesse sans laquelle nous ne pourrions pas supporter le poids actuel de notre Dette et de nos dépenses. »

Extrait du journal : *L'Usine*, 25 mai 1928.

POUR LA CLARTÉ ET LA JUSTICE FISCALES.

Nous avons maintes fois protesté avec tous les groupements industriels contre les abus du régime fiscal actuel.

Le membres de l'Administration sont eux aussi de cet avis.

Le Syndicat National de l'Administration des Contribu-

Royaume-Uni est passé de £ 199.011.000 pour 1913 à £ 1.271.168.000 pour 1920.

tions Directes, réuni en Assemblée générale à Paris, a voté l'ordre du jour suivant :

« Prenant acte de la volonté exprimée par le Président du Conseil de remédier au plus tôt aux vices d'un édifice fiscal en ruines, dont le délabrement risque de troubler une situation financière et économique en plein redressement.

» Déclarent solennellement pour la dixième fois, que les contributions directes françaises constituent une lourde entrave économique et un facteur puissant de démoralisation sociale et que leur conservation sous leur forme actuelle serait périlleuse.

» Mettent une fois encore à la disposition du chef du gouvernement la force vive de leur solidarité syndicale pour procéder, d'accord avec les pouvoirs publics et les représentants des masses économiques :

» 1° A l'élagage d'une législation incohérente qui étouffe les quelques règles générales qui conditionnent l'équité sous un foisonnement de cas particuliers et nous fait assister à une éclosion de cabinets de contentieux dont la prospérité témoigne du gachis dans lequel se débattent fonctionnaires et contribuables ;

» 2° A la régénération de quelques impôts fondamentaux nécessaires et suffisants qui se substitueraient sur la carte des taxes, dont nous pouvons nous glorifier de posséder le plus bel échantillon, à la multiplicité de celles en vigueur.

» 3° A l'organisation impatientement attendue d'une administration adéquate constituée par un personnel convenablement dirigé, suffisamment outillé et dignement rémunéré.

» 4° Demandent que l'élaboration des modalités d'application soit assurée par une collaboration continue du per-

Soit un accroissement fabuleux de 600 %¹, d'autant plus impressionnant que le pouvoir d'achat de la monnaie britannique n'a pas, entre ces deux époques, varié de plus de 30 %.

Rappellerons-nous que de tous temps ce fut une habitude de comparer aux institutions fran-

sonnel de l'Administration Centrale avec d'une part les agents d'exécution et d'autre part les redevables. »

Voilà un ordre du jour que tous les industriels approuvent pleinement.

Ils connaissent mieux que quiconque cet « édifice fiscal en ruines », ils savent aussi combien sont dangereux pour l'activité industrielle, ces exagérations de droits, ces multiplications de taxes « d'une législation incohérente » de laquelle la simple équité est exclue au bénéfice de privilèges scandaleux accordés par le seul fait du prince à des groupements électoraux influents, mais au détriment de l'intérêt général.

Ils n'ignorent pas combien ces textes imprécis et compliqués donnent beau jeu aux « interventionnistes » qui font métier de monnayer leur influence politique auprès des Pouvoirs Publics en faveur de tels ou tels contribuables.

Et c'est pourquoi, eux aussi, ils souhaitent ardemment, la venue d'un régime fiscal nouveau adapté aux besoins du trésor, mais qui ne soit pas un obstacle à la vitalité du pays et qui ne dresse pas contre lui ceux-là qui doivent être ses soutiens et meilleurs collaborateurs.

C. D.

¹ Extrait de *Les Progrès de la Restauration Economique*, Chambre de Commerce internationale, 33, rue Jean Goujon.

çaises celles qui régissent l'Angleterre. Que d'éléments caractéristiques de la Nation Anglaise sont en effet venus s'implanter de ce côté de la Manche au cours du dernier siècle. Combien il est expressif d'énumérer ensemble des institutions sévères : le jury, le régime parlementaire, l'impôt sur le revenu et, le sport, les courses de chevaux, récemment encore les courses de lévriers.

Nous voulons ici rapprocher l'effort des deux grandes Nations sur un même point, l'effort fiscal. Le sujet est immense et pour le traiter de façon complète, il faudrait une enquête énorme. De plus, le tableau ne présenterait aucune unité, tant fourmillent dans les deux législations, détails et complications. Il nous apparaît qu'une bonne manière est de borner le parallèle, à cette catégorie de contribuables qui, dans les deux pays est de loin le plus gros et du meilleur rendement ; j'ai nommé la Société de Capitaux.

Nous nous sommes également limités aux impôts directs ; les taxes locales n'ont aucune unité, elles varient d'une ville à l'autre dans des proportions telles qu'aucune comparaison n'est possible ; des sondages seuls présenteraient quelque intérêt. Quant aux contributions indi-

rectes, douanes, custom, excise, la matière est assez vaste et différente pour n'être pas confondue dans cette étude. Cette sorte de taxation obéit d'ailleurs autant à des considérations économiques que fiscales. Un droit de douane, un impôt indirect, ont toujours pour résultat, sinon pour but, en plus des rentrées d'argent qu'elles valent au Trésor, une gêne ou une protection pour une industrie ou pour une classe de la Nation.

Il nous a donc semblé que, faute de pouvoir tout présenter d'une manière qui permette une vue d'ensemble, l'organisation des impôts directs est dans les deux pays un élément assez important de l'édifice fiscal, c'est le plus important de beaucoup¹, et assez typique, pour que l'étude comparée de cette organisation dans l'un et

¹ BUDGET ANGLAIS. — Extrait de *Les Progrès de la Restauration Economique*, Chambre de Commerce internationale, 33, rue Jean Goujon.

Recettes (Exercice 1924-1925).

	Evaluation milliers de £	Résultats —
Impôts directs	411.250	416.216
Impôts indirects	274.300	273.486
Divers	108.500	109.734
	794.050	799.436

l'autre pays donne d'abord un ensemble clair, ensuite une idée pas trop inexacte de la physiologie totale des deux systèmes fiscaux.

La société anonyme régie en France principalement par la loi de 1867 est trop connue pour qu'il soit besoin d'en rappeler même les principaux éléments. C'est le type parfait de la société de capitaux par opposition à la société de personnes. Il en existe une autre modalité assez répandue, la société en commandite par actions, à mi chemin, peut-on dire, entre les deux types. Pourquoi l'avoir laissée de côté ? Parce que d'abord elle est beaucoup moins répandue que l'autre, bien qu'il n'y ait aucune raison d'en prédire la disparition. Elle correspond en effet à certaines natures d'entreprises, et permet de laisser plus de place au besoin d'individualisme plus développé, dit-on, chez nous que dans les pays anglo-saxons. Il est probable qu'il faut voir dans ce trait du caractère national la raison de l'absence complète en Angleterre de quoi que ce soit qui puisse rappeler la société en commandite par actions. Faute de pouvoir la comparer à quelque chose d'analogue, nous avons donc préféré limiter le parallèle au seul type de société de capitaux commun aux deux pays.

Voici quelques détails sur les sociétés en Angleterre. Elles peuvent être comme partout des sociétés de personnes (partnerships) ou de capitaux (companies). Dans les partnerships qui ne peuvent compter plus de 20 membres dans le cas général, et 10 en matière de banque, ceux-ci ont tous la même responsabilité *illimitée*, et les mêmes droits, sous réserve de ceux qu'ils ont pu déléguer aux directeurs. Il est difficile de définir les « Compagnies » autrement que par l'*inégalité des droits* et responsabilités de leurs membres. Suivant qu'ils sont administrateurs ou simples actionnaires les uns et les autres changent de nature. Par ailleurs le nombre seul des participants n'est pas une caractéristique, car si l'immense majorité des compagnies compte plus de 20 ou 10 membres suivant le cas, le nombre minimum fixé par la loi est de cinq, et il existe, en fait, de nombreuses et puissantes compagnies dites « privées » où les actions, propriétés d'un petit nombre de personnes, souvent de la même famille, ou ayants droit du fondateur de l'entreprise ne sont pas dans le public. La responsabilité des membres, considérée isolément, n'est pas non plus suffisante pour distinguer les compagnies des part-

nerships, car si presque toutes les compagnies sont « limited » (responsabilité limitée au montant de l'action), il en existe où tous les membres sont solidairement responsables du passif social. Ce qui s'explique de la façon suivante : Lorsque les fondateurs d'une société veulent avoir tous mêmes droits et mêmes responsabilités et qu'ils sont trop nombreux pour fonder une partnership, il ne leur reste que la ressource de la compagnie « illimited »

De ces explications résumant les caractéristiques des compagnies limited, il résulte qu'elles correspondent aux sociétés anonymes françaises qu'elles reproduisent presque fidèlement. Elles sont dirigées par un conseil d'administration dont les membres (directors) élisent un président (chairman) et par des directeurs (managing directors). L'assemblée générale des actionnaires (share holders) nomme les administrateurs dont les pouvoirs sont collectifs.

Donc, tant en ce qui concerne le choix du contribuable que celui des impôts, les exemples ont été pris, d'une part dans les seuls éléments comparables, d'autre part dans la partie la plus caractéristique et de beaucoup la plus impor-

tante tant de la structure économique que de l'organisation fiscale.

Du sujet ainsi précisé deux aspects retiennent l'attention.

Quels impôts paient les Sociétés et combien reste leur charge définitive ?

Comment sont organisés et fonctionnent les services relatifs à ces impôts ?

Première partie : taux, seconde partie : méthode. Cette dernière seule sera traitée avec quelque développement, car la liste des taux est fort brève ; au contraire, l'organisation fiscale des deux pays serait longue à voir en détails et présente de part et d'autre des particularités où se révèle l'influence du caractère national.

En ce qui concerne l'étude de l'incidence des impôts dans le but de déterminer la part qui reste en définitive à la charge de telle ou telle catégorie de contribuables, on peut affirmer que c'est une question insoluble dont il n'est possible d'entrevoir que des éléments. L'inégale richesse des pays, le caractère plus ou moins laborieux de leurs habitants, leurs habitudes, et les besoins que des civilisations différentes leur ont créés, un genre de vie et des impôts qui, souvent, n'ont pas grand point commun, ren-

dent impossible toute comparaison vraiment efficace de la charge que les impôts font en définitive peser sur les différentes classes sociales.

Les détails donnés dans la suite paraîtront se rattacher autant à des questions d'impôts personnels qu'aux impôts perçus sur des collectivités. C'est que ces questions sont liées, surtout dans le droit anglais où l'income tax est *avancé* par la société pour le compte des actionnaires.

De plus, le lecteur connaissant la législation française, il n'en sera rappelé que les éléments qui pourraient offrir des points de comparaison avec la législation anglaise.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU DES DEUX SYSTÈMES ET TAUX

Dans les deux pays, l'on partira des bénéfices que fait apparaître le bilan. En France, ils vont subir pour commencer deux prélèvements successifs ¹ :

L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; taux : 15 %.

La partie qui en sera distribuée aux actionnaires paiera ensuite la taxe sur le revenu des valeurs mobilières ; taux, 18 %.

D'où première superposition d'impôt chargeant le même bénéfice. Si l'on peut soutenir que le grand nombre des impôts du système français a pour objet de tendre à l'équité par la « dispersion » pour que la grosse fraction du revenu perçu en définitive le soit par plusieurs

¹ Jean MICHEL, *Guide pratique du Droit fiscal des Sociétés Françaises*, J. Labic et C^{ie}, 18, rue Séguier.

impôts calculés différemment, afin que leurs excès éventuels se compensent l'un l'autre, et qu'il en résulte une « moyenne » à peu près comparable pour chacun, ce raisonnement ici ne s'applique pas. Les exemples abondent de sociétés gérées avec une grande prudence, qui n'augmentent que parcimonieusement leur dividende afin d'accroître leurs réserves¹ en vue

¹ « Les difficultés d'ordre technique résultant de l'imposition des revenus de la société auprès de celle-ci, aussi bien qu'auprès des associés, ont pour effet d'engager certaines législations du XIX^m siècle dans la voie de la transaction. Celle-ci ne consiste pas fatalement dans la double imposition. Au contraire, pour soumettre l'intégralité du revenu social à l'impôt, il semblerait naturel d'opérer un partage et de frapper :

les dividendes entre les mains de l'actionnaire ;

les fractions non distribuées du revenu auprès de la Société.

L'absence totale de ce système dans la pratique actuelle fait ressortir le vice de cette transaction. D'une façon générale *on peut lui reprocher d'influencer fâcheusement l'emploi des bénéfices par la société.*

Suivant que le taux est plus élevé dans l'impôt appliqué aux sociétés que dans celui qui frappe les personnes individuelles, suivant qu'il est proportionnel dans l'un et progressif dans l'autre, la *société affectera une plus grande partie de ses bénéfices au fonds de réserve et à l'extension de l'entreprise, ou aux dividendes.*

Henri LAUFENBURGER, *L'impôt sur le revenu et les Sociétés Commerciales*, p. 115.

d'assurer leur avenir et d'étendre leurs moyens d'actions. Une telle politique présente donc, en plus des avantages ci-dessus mentionnés, celui d'économiser des sommes importantes au titre de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières et souvent même au titre de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Il existe en effet, une certaine latitude dans la détermination de ces bénéfices et les sociétés en question peuvent l'utiliser, leur conduite n'étant pas dominée par la considération du dividende minimum à distribuer à des actionnaires exigeants. Aux taux actuels, l'avantage n'est pas mince qui en résulte pour les sociétés dont les actionnaires peuvent attendre ; il se traduit un accroissement annuel du capital qu'escomptent les taux de capitalisation exceptionnellement bas atteints par ces valeurs ¹.

¹ Il en est un peu des superpositions d'impôts comme des doubles impositions. « Le problème des doubles impositions se pose aujourd'hui d'une manière plus pressante que jamais. Cela est naturel. Lorsque les impôts sont faibles, les injustices et les inégalités sont assez facilement supportées. Dès que les impôts deviennent lourds, les inégalités deviennent intolérables. »

Gaston JÈRÈ, *Les doubles impositions en Angleterre ; Revue de Science et de Législation Financières*, octobre-novembre-décembre 1921, p. 545.

En Angleterre, nous trouvons en regard un seul impôt qui s'appelle l'*income tax*¹ et sert d'inspirateur aux législateurs français lorsque le besoin se fit sentir vers 1914 de rajeunir notre système fiscal et même de le réformer. Ce dernier besoin subsiste toujours. L'*income tax* mérite ici une mention spéciale : c'est en effet, aujourd'hui, non pas le plus important mais strictement le seul impôt direct anglais.

« *L'excess profit duty* » créé en 1915 avec application rétroactive à la date du 4 août 1914, dans un but exactement analogue à notre « contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre » qui en est la copie a disparu en 1921. Il avait pour objet de faire payer aux personnes et aux compagnies qui gagneraient de l'argent « sur » la guerre, la plus grande partie de ces profits. Le taux en fut successivement de 80, 60 et 40 %. Les sommes qui figurent aujourd'hui sur cette rubrique dans les statistiques officielles sont des sommes en retard.

« *L'excess profit duty* » fut certainement, au moins pour partie, un impôt « à tendance mora-

¹ SPICE et PAGLER, *income tax, super tax and corporation profits tax*, London, H. F. L. (Publishers) L. T. D. 17, Ironmonger Lane (Cheapside) E. C. 2.

lisatrice ». La volonté d'atténuer autant que possible l'injustice criante qu'il y aurait eu à laisser la guerre enrichir les uns pendant qu'elle tuait ou ruinait les autres fut pour autant dans la création de « l'excess profit duty », que le désir de payer le plus tôt possible les frais de la guerre d'une façon définitive. C'est là un fait assez rare dans le droit anglais pour mériter d'être relevé ; car, pour habitués que nous sommes à voir des considérations morales présider à l'établissement de tout impôt, il faut se souvenir que, pour les Anglais, l'impôt n'est absolument qu'un moyen de percevoir l'argent nécessaire aux services du Royaume. « La super tax » n'est pas une autre infraction à cette coutume ; si l'on demande plus aux gros revenus qu'aux petits, c'est uniquement parce que leurs besoins, étant censés plus sensiblement compressibles, ils peuvent, à difficulté égale, payer davantage.

Un autre impôt sur les bénéfices des compagnies, déjà supprimé aujourd'hui, a fonctionné pendant quelques années après la guerre. Créé par la Finance Act de 1920 sous le nom de « Corporation profit tax », il a été applicable aux bénéfices réalisés du 31 décembre 1919 au 30 juin 1924. C'était, limité aux compagnies,

exactement le parallèle de notre impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Son taux était de 5 % des bénéfices réalisés, déduction faite de 500 £ par an à titre de dégrèvement ¹.

On ne saurait trop attirer l'attention sur la suppression par le Parlement Britannique de cet impôt de superposition. A notre connaissance, personne n'a élevé la voix pour en demander le

¹ Voici le rendement de la « Corporation profit tax (en milliers de livres).

Années —	Rendement —	Pourcentage par rapport au total des recettes budgétaires	Total des recettes budgétaires
1920-1921 (Comptes clos)	650		1.376.485
1921-1922 (Comptes clos)	17.516	1,6 %	1.068.480
1922-1923 (Comptes clos)	18.977	2,2 %	914.012
1923-1924 (Comptes clos)	23.340	3 %	837.169
1924-1925 (Comptes clos)	18.100	2,4 %	799.436
1925-1926 (Comptes clos)	11.670	1,5 %	812.062
1926-1927 (Comptes clos)	6.500	0,8 %	824.750

Extrait du *Memorandum sur les Finances Publiques*, publié par la S. D. N.

maintien au titre de l'équité fiscale. En s'engageant dans cette voie les législateurs anglais ont nettement montré leur intention de préférer un seul impôt, bien étudié et bien établi, à plusieurs impôts dont le calcul et l'assiette compliquent le travail des assujettis et des agents des contributions directes sans produire davantage ni conduire apparemment à plus de justice¹.

Par suite de ces deux abrogations l'« income tax » se trouve actuellement constituer la liste des impôts directs et taxes assimilées. En raison de son importance, le chapitre suivant lui sera consacré ; nous ne ferons qu'en mentionner ici les traits principaux. C'est un vieil impôt créé en 1798 pour financer les guerres de l'Angleterre contre la Révolution. Il est à remarquer que cette pièce maîtresse du système anglais fut introduite dans la législation pour subvenir aux besoins créés par une guerre. En matière fiscale, comme ailleurs, la guerre précipite l'évolution des institutions dont le développement normal serait beaucoup plus long. Le taux était de 10 % sur tous les revenus avec déduction à la

¹ Voir, à ce sujet, au bas de la page 129 un extrait du discours de M. Snowden, Chancelier de l'Echiquier, à la Chambre des Communes, le 29 avril 1924.

base, et le système de perception dit « *du stoppage à la source* » ne fonctionnait pas. Il fut introduit en 1803 avec pour premier résultat d'accroître le rendement d'une façon considérable. L'income tax fut supprimé de 1816 à 1842, année depuis laquelle il a fonctionné sans discontinuer. Deux dates sont à retenir dans cette période. La loi de finance de 1907 introduit le principe d'un traitement différent entre les revenus du travail et du capital. Celle de 1910 applique la super tax pour la première fois. Qu'est-ce que la « super tax » qui, à partir de 1928, sera connue sous le nom de « sur tax » ? Ce n'est pas à proprement parler un impôt différent, c'est plutôt le calcul à un taux plus élevé que la moyenne, de l'income tax, pour les revenus excédant 2.000 livres. L'assiette, le mode de calcul, presque tout le personnel qui le met en œuvre, sont communs.

L'Angleterre a donc abordé la guerre avec un système fiscal susceptible de grand rendement éventuel, et, d'autre part, entré dans les mœurs, ce qui est un point capital en matière d'impôts. Il a suffi d'augmenter progressivement le taux pour obtenir des rentrées considérables. Le taux est indiqué, non pas au moyen d'un pourcentage

comme en France, mais par le nombre de shillings et pence qui sera la part de l'Etat dans chaque livre de revenu.

Cette indication est donnée tous les ans par la loi de finance, qui doit être votée avant le commencement de l'année budgétaire ¹, (elle va du 1^{er} avril au 31 mars). Cette loi de finance se présente sous la forme d'un petit cahier où sont énumérés tous les droits dont le Parlement autorise la perception dans l'exercice qui va venir. Préparée par le Ministère des Finances, elle est soumise à l'approbation des Communes, de la Chambre des Lords, et à la signature du Roi, qui en consacre la mise en exécution. Depuis 1910, ces trois éléments dont se compose le Parlement ne jouissent plus des mêmes droits en matière financière. Que vaut exactement le droit de veto reconnu au Roi et qu'advviendrait-il s'il refusait de signer un bill de finance? Il semble qu'il soit inutile d'envisager cette hypothèse insoluble, car depuis quelques siècles, le roi n'a pas fait usage de son droit ; or en Angleterre, pays de coutumes, il est difficile de déterminer la valeur exacte d'un droit dont il n'est pas fait usage.

¹ Georges LACHAPELLE, *Les Finances britanniques*, pp. 6 et suiv.

Quant à la chambre des Lords, son pouvoir en matière financière n'est plus que de repousser les lois qui lui déplaisent, par trois fois en trois sessions différentes des Communes. Après quoi le bill est, nonobstant l'opposition des Lords, soumis à la signature du Roi. Les Lords n'ont consenti en 1910, à se dépouiller ainsi partiellement de leurs droits que sous la pression de l'opinion publique aidée du gouvernement qui disposait, pour les influencer d'une menace traditionnelle si surprenante pour des Français : la nomination d'une « fournée » de Lords acquis aux idées nouvelles, suffisante pour déplacer la majorité. Tout le pouvoir est donc, en dernière analyse, entre les mains des Communes. Mais jusqu'ici, le rôle de conseiller et non plus d'arbitre qui, en matière financière, est devenu celui des Lords a suffi à prévenir des excès. Ce qui s'explique par le prestige de la Haute Assemblée, son adaptation à l'esprit moderne et la passion tempérée et méthodique que les Anglais apportent dans la politique ¹.

¹ La citation suivante n'a qu'un rapport lointain avec la question traitée. Il semble cependant qu'elle trouve sa place dans une étude sur le caractère britannique.

« La profonde connaissance que possédait Rome des qua-

Il faut comprendre que l'income tax, pour être un impôt unique est cependant divisé en cinq cédules adaptées chacune à un type déterminé de revenus. La cédule D qui s'applique aux bénéfices des professions industrielles et commerciales sera plus spécialement visée dans la suite. Voici l'énumération complète des cédules avec l'indication du revenu spécial qu'elles ont pour objet d'atteindre et de l'assiette de chaque cédule ¹.

lités et des défauts du caractère populaire, son égoïsme sans scrupule, qui, dans son propre intérêt, ne méprisait aucun moyen vis-à-vis de ses amis comme de ses ennemis, l'exaspération vertueuse et habilement provoquée dont elle fit preuve quand ses ennemis agirent de même à son égard, — son habileté à exploiter toutes les passions et toutes les faiblesses des peuples ennemis — habileté qu'elle employa en particulier de façon si sage contre les tribus germaniques et qui lui servit davantage que l'usage des armes — trouvèrent, d'après mes expériences ultérieures, — leur image et leur perfection dans la sagesse gouvernementale britannique, qui parvint à élever tous ces côtés de l'art diplomatique jusqu'au raffinement le plus grand... »
Général Feldmarschall von HINDENBURG, *Ma vie*, p. 15.

¹ *Income tax, super tax and corporation profits tax*, pp. 57 et suiv.

CÉDULE	NATURE DE REVENUS	ASSIETTE
A	Propriété foncière	Evaluation forfaitaire révisée tous les 5 ans.
B	Exploitation foncière	La même évaluation forfaitaire que pour la cédule A. ou Bénéfices réels, au choix du contribuable.
C	Revenus de fonds publics	Revenus nets de l'année de l'imposition. <i>Arrêt à la source</i> — le coupon est payé moins la taxe.
D	Bénéfices industriels, commerciaux, ou résultat de l'exercice d'une profession.	Revenus de l'année commerciale précédente — arrêt à la source.
E	Salaires ou traitements de tous employés.	Sommes reçues à ces titres l'année précédente.

Chacune de ces cédules est donc calculée d'une façon spéciale et le revenu « fiscal » d'un contribuable est la somme des revenus qu'il tire des cinq sources énumérées, déterminés suivant les règles propres à chaque catégorie. On peut observer que l'agriculteur propriétaire-exploitant jouit de l'avantage de voir, comme en France, son bénéfice et « la valeur locative » de son bien déterminé d'une façon forfaitaire, ce qui, là-bas aussi, est considéré comme un double avantage. Le législateur a été amené à cette façon de faire par l'impossibilité d'imposer une comptabilité aux fermiers et par le sort relativement peu prospère fait à l'agriculture britannique.

Donc pas de superposition d'impôts, puisque les deux cédules du propriétaire et du fermier correspondent à deux sources différentes de revenus.

Le procédé de « l'arrêt à la source » dont il a été parlé joue un grand rôle dans le fonctionnement de l'income tax. Toute personne physique ou morale ayant à payer des sommes d'argent (rentes, coupons, dividendes) par suite d'une obligation juridique régie par les cédules C et D est responsable envers le Trésor du total de l'income tax afférent aux sommes qu'elle doit distribuer. Les rentes, coupons, dividendes sont payés au porteur, moins la taxe, d'où, pour le Trésor, simplification dans la perception et sécurité. Tout aléa est supprimé puisque la compagnie elle-même est responsable et que la taxe doit être payée avant le dividende. Ce procédé par ailleurs rend impossible toutes les fraudes dont le recouvrement sur le porteur rendrait la recherche illusoire. La compagnie est stable, connue, solvable, elle a tout intérêt à faire les choses régulièrement ; le porteur peut changer, il est difficile ou impossible à retrouver, pas toujours solvable. Si simple que soit cette solution pratique, imitée par la loi française, il faut en signaler le mérite à l'actif de l'income tax

dont nombre d'autres détails d'application ont été reproduits ailleurs.

On ne peut le dire des « déductions à la base » autre élément bien caractéristique de l'income tax. Tout contribuable a droit à une réduction de 135 £, considérée comme le minimum nécessaire à son entretien, plus 90 £ si sa femme est à sa charge, plus 36 £ pour le premier enfant, 27 pour chacun des suivants âgé de moins de 16 ans. Suivent un certain nombre d'autres déductions autorisées. Comment doit procéder le contribuable pour profiter de ces déductions ? Peut-il les opposer quand il touchera des coupons ou dividendes ? Non, ceux-ci doivent être payés moins l'impôt au taux normal. Le contribuable lésé fera, dans une forme déterminée, le calcul de ce qu'il aura payé en trop et l'adressera à l'inspecteur des taxes qui lui en retournera le montant par chèque. Ceci est d'une pratique journalière et nous paraît intéressant à signaler. La compagnie, qui a avancé l'income tax au plein tarif pour le compte de son actionnaire, n'est en rien mêlée à ces déductions. Les primes d'assurances sur la vie bénéficient de certaines déductions. De plus les revenus du travail bénéficieront

d'une réduction de 10 % jusqu'à concurrence d'un montant maximum individuel de 200 £.

Voici, en bref, à quoi ressemble l'income tax, dont les compagnies avancent le montant pour les actionnaires¹. Plus loin nous en verrons le fonctionnement.

¹ Quel est exactement le caractère, réel ou personnel, du système fiscal anglais ?

Voir, à ce sujet, pp. 97 et suiv. Henri LAUFENBURGER, *L'Impôt sur le Revenu et les Sociétés Commerciales*.

« Dans son évolution plus que séculaire, l'impôt sur le revenu de la Grande-Bretagne nous apparaît comme un compromis entre le système réel et le système personnel de la taxation...

» 1° Le côté réel de l'impôt sur les sociétés.

» L'impôt sur le revenu est d'une application générale ; il recherche le revenu sans se soucier de la personne de son titulaire. Ainsi il frappe indirectement les individus et les personnes morales, sans tenir compte de leurs capacités physiques ou juridiques. Voilà donc, au point de vue du devoir fiscal subjectif, une première manifestation du principe *réel*. Elle est nette surtout en ce qui concerne les sociétés...

» 2° Le côté personnel de l'impôt.

» a) L'income tax.

» L'impôt anglais sur le revenu agit en deux temps. Il fait d'abord des prélèvements à la source, suivant le principe réel que nous avons envisagé, ensuite il fait le redressement en conformité avec le principe personnel. Dans cette seconde phase, l'impôt prend en considération la totalité des ressources du contribuable ; il y arrive grâce à la déclaration et au taux. »

Nous avons vu qu'il correspond dans la législation française à *l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux*, et à *la taxe sur le revenu des valeurs mobilières*. Ce n'est pas tout. Il existe encore en France deux taxes assimilées aux contributions directes ¹

La taxe de main morte (la taxe d'accroissement, pour mémoire, s'applique surtout aux congrégations) ;

La taxe d'apprentissage.

La taxe de main morte « est une taxe de remplacement destinée à frapper les biens qui, appartenant à des personnes morales ne seraient jamais atteints par les droits de transmission entre vifs et par décès ² ». Y sont assujetties « toutes les sociétés qui subsistent indépendamment des mutations qui peuvent se produire dans leur personnel ». Entr'autres les sociétés anonymes. Elle frappe « les immeubles passibles de la contribution foncière appartenant en propriété aux sociétés imposables ».

¹ Lucien ADOLPHE et Roger GOUHEAU, *Les Sociétés de vant le fisc*, Payot, éditeur.

² *Guide pratique du Droit Fiscal des Sociétés Françaises*, p. 333.

La *taxe d'apprentissage* ¹, instituée par la loi du 13 juillet 1925, est clairement expliquée par les deux paragraphes suivants extraits de l'article 25 de ladite loi :

« Toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale ou se livrant à l'exploitation minière, ou concessionnaire d'un service public, est assujettie à une taxe d'apprentissage, dont le produit, inscrit au budget de l'Etat, contribue aux dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage, ainsi qu'à celles des laboratoires scientifiques.

» Le taux de la taxe d'apprentissage est fixé chaque année dans la Loi des Finances en prenant pour base le montant total des appointements, salaires, rétributions quelconques payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise. »

Avant de clore cette énumération des contributions directes dont une société anonyme française doit tenir compte, il faut rappeler que si les quatre anciennes contributions et la patente n'existent plus, en principal pour l'Etat, ce prin-

¹ *Les Sociétés devant le fisc*, p. 297.

cial devenu fictif sert, *encore aujourd'hui* de support à une partie des ressources des départements et communes. D'où nécessité pour les comptables des compagnies de continuer à calculer l'assiette des cinq anciens impôts directs en plus de celle des impôts précédemment énumérés.

Est-il besoin de dire que rien d'analogue n'existe en Angleterre où les seuls impôts locaux importants sont des centimes additionnels au « droit des pauvres », lui-même simplement basé sur le revenu net annuel des propriétés foncières. Si le fonctionnement des impôts locaux ne va pas sans difficulté, c'est plutôt que d'une commune à l'autre, souvent séparées par une ligne idéale, le taux varie dans de grandes proportions suivant la gestion des Municipalités et leur tendance sociale ou politique ¹.

¹ Il nous a paru intéressant de reproduire, en annexe, à la fin de ce volume deux courtes études, l'une de mars 1926, l'autre de janvier 1928, qui permettent de se faire une opinion assez juste du poids comparé de la charge fiscale en Angleterre et en France, pour les sociétés.

CHAPITRE II

FONCTIONNEMENT DE L'INCOME TAX¹

§ 1^{er}. Le personnel chargé de son fonctionnement

C'est ce paragraphe qui présente les détails les plus caractéristiques de l'organisation fiscale anglaise. En toutes matières la connaissance des rouages et du recrutement des chefs qui assurent le fonctionnement d'une institution permet mieux qu'autre chose d'en pénétrer le caractère véritable. « Tant vaut l'homme tant vaut l'institution. » Si cette observation est vraie partout, que dire d'elle en Angleterre, où l'expérience règne en souveraine maîtresse au détriment du principe abstrait. De plus, l'income tax est l'œuvre des siècles ; son organisation actuelle résulte d'usages souvent sanctionnés par aucune loi. La transformation d'institutions primitives pliées

¹ Georges LACHAPELLE, *Les Finances Britanniques*, Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, pp. 33 et suiv.

peu à peu aux nécessités du progrès et de l'évolution d'un peuple dont la prospérité a crû d'une façon verticale vont nous faire véritablement toucher du doigt la façon de faire des Anglais et leurs manières de s'organiser à la demande, sans plan d'ensemble, en améliorant ce qui existe¹. Saisissant contraste avec nos impôts sortis « tout fait » du Parlement, les uns après les autres. En deux paragraphes nous montrons donc ce qu'étaient autrefois les fonctionnaires chargés de l'income tax, et ce qu'ils sont

Il me reste encore une mesure de simplification à proposer : nous n'en retirerons les fruits que dans quelques années. Cela aurait dû être fait depuis longtemps. La loi d'impôt sur le revenu a été éditée morceau par morceau, au cours des 85 dernières années. Bien qu'elle ait été consolidée en 1918, elle n'a pas été codifiée. On a gardé les vieilles expressions ; tout le système est plongé dans une obscurité qui déconcerte les non initiés. Il est grand temps de procéder à une nouvelle rédaction des lois qui régissent l'impôt sur le revenu, sous une forme plus claire et plus intelligible. Je propose de désigner à cet effet un groupe d'experts les plus qualifiés. Leur tâche sera longue, mais j'espère que, lorsque les fruits de leur labeur arriveront à maturité, ils seront d'une qualité rare et savoureuse. »

Budget speech du chancelier de l'Echiquier, M. Winston Churchill, à la Chambre des Communes, le 11 Avril 1927. *Revue de Science et de Législation Financières*, avril-mai-juin 1927, p. 296.)

devenus. Les principaux éléments de cette transformation ont été le temps, l'expérience et la guerre. En exigeant de gros rendements, elle a accru le caractère technique de son assiette. Il fallait, en effet atteindre tous les revenus et aussi exactement que possible ; les sommes laissées de côté par erreur, au profit de contribuables trop habiles auraient dû nécessairement être rattrapées sur les autres moins habiles ou moins bien placés pour se soustraire aux exigences du fisc et devenaient ainsi un fardeau insupportable. Pour obtenir le résultat cherché, les officiers de l'income tax ont dû progressivement devenir de plus en plus spécialisés, d'une part dans les questions comptables, par ailleurs dans la connaissance des textes et surtout de la jurisprudence qui régissent la question. Peu à peu leur rôle s'est accru au détriment de celui des citoyens qui, bénévolement, acceptaient autrefois la mission et la responsabilité de servir d'arbitres entre les officiers du trésor et les contribuables. C'était là, cependant, un usage bien particulier et dont l'affaiblissement a supprimé une des différences les plus typiques entre le système fiscal des deux pays. Néanmoins le seul fait que ce système aie pu prendre naissance et

être en vigueur, et les vestiges qui en subsistent encore sont bien caractéristiques des méthodes anglaises.

a) AUTREFOIS

Le trait dominant de l'organisation fiscale anglaise était autrefois la place importante qu'y occupaient des personnes chargées d'une mission administrative, sans être fonctionnaire de carrière ; les agents qui jouaient un rôle dans la perception de l'income tax peuvent être divisés en deux groupes.

Le premier, composé de personnes indépendantes du pouvoir central, chargées de l'exécution des lois d'impôt pour mieux garantir les droits des contribuables.

Le second comprend les agents du Trésor, chargés de défendre ses intérêts devant une Administration ainsi décentralisée. Le premier groupe est d'un caractère absolument local, alors que le second comprend les fonctionnaires du « Board of Inland Revenues » dont l'administration s'étend sur la Grande-Bretagne.

Du premier groupe dépendent les *commissaires généraux* « ou de district », citoyens éminents élus à cette charge ; pour être éligibles, ils doi-

vent répondre à certaines conditions de fortune, de domicile et de situation. A Londres, la Banque d'Angleterre, la Municipalité, quelques organes politiques, peuvent choisir des commissaires généraux. C'est un organisme local, et le plus important en matière d'impôts. Ils ne reçoivent aucune rémunération. Le rôle des commissaires généraux est l'application de l'impôt à chaque contribuable conformément aux lois de l'income tax. Ils sont, de droit, investis de toutes les fonctions qu'aucun texte spécial n'a conféré à une autre autorité.

Ils sont, de plus, et ce point est particulièrement important parce que, seul, il est encore intégralement en vigueur, juges d'appel, ordinaires, et souverains pour toutes questions de fait. Ce jugement du contribuable par ses pairs est à rapprocher de l'institution du jury et de la situation du contribuable français entièrement à la merci des tribunaux administratifs.

Donc les commissaires généraux, citoyens élus sont juges en dernier ressort pour toutes questions de fait ; pour les questions de droit, les tribunaux compétents sont les tribunaux civils ordinaires, comme nous le verrons plus loin. Or en matière d'impôts, le tribunal compétent en

dernier ressort pour les points de droit n'est autre que la Chambre des Lords, elle-même, dont la position parlementaire et le recrutement des membres disent suffisamment quelle peut être l'indépendance par rapport au pouvoir central. Il y a, semble-t-il, un rapprochement qui s'impose à l'esprit entre les magistrats anglais soigneusement pris en dehors de l'administration afin qu'ils n'en reçoivent ni les ordres, ni même la tournure d'esprit et les magistrats français, d'ordre correspondant, soigneusement recrutés de manière administrative et très souvent dans l'administration même. Rappelons que le Conseil de Préfecture, juge du premier degré du contentieux des impôts directs, et le Conseil d'Etat, juge en dernier ressort, sont composés de magistrats nommés par le Président de la République : — les décrets de nomination des conseillers d'Etat devant, de plus, être pris en Conseil des Ministres. En outre le caractère d'organe administratif tant du Conseil de Préfecture que du Conseil d'Etat ressort à l'évidence d'un grand nombre de détails de constitution et du fonctionnement des dites juridictions. Le président du Conseil d'Etat n'est-il pas de droit le ministre de la justice avec voix prépondérante, et n'existe-t-il pas

plusieurs cas de jurisprudence fort importants qui furent tranchés par cette voix prépondérante, évidemment influençable par les nécessités de sa charge.

Les commissaires généraux avaient donc la charge d'être les juges d'appel sur les points de fait et d'administrer l'income tax. Pour ce faire, ils nommaient et nomment toujours les fonctionnaires suivants :

a) *Des commissaires adjoints*

Ceux-ci, soumis à des conditions de fortune et de situation de même nature, mais moins sévères que celles exigées des commissaires généraux sont des spécialistes exclusivement chargés de l'assiette de la cédule D, bénéfices industriels et commerciaux, profits résultant de l'exercice d'une profession. Ils doivent, en principe, posséder des connaissances spéciales de nature à les aider dans l'accomplissement de leurs délicates fonctions

b) *Un secrétaire* et éventuellement *un secrétaire-adjoint*. Ils ont pour mission d'effectuer sous la direction et la responsabilité des commissaires généraux le travail matériel de la taxation.

Souvent le secrétaire (clerc) est un avoué (solicitor) et joue le rôle de « conseil juridique » des commissaires généraux. Ses fonctions sont rémunérées.

c) *Les répartiteurs*

Ils sont choisis par les commissaires généraux dans chacune des paroisses de leur circonscription, — et payés par le Gouvernement.

Leurs fonctions sont, de faire le calcul des impositions pour les cédules A, B, E.

D'établir la liste des personnes imposables au titre de l'income tax, de leur demander une déclaration et de les taxer d'office en cas de non déclaration.

d) *Les percepteurs de l'income tax*, fonctionnaires locaux payés par le trésor. Ils déposent périodiquement les fonds qu'ils reçoivent, dans l'une des grandes banques anglaises au nom du Board Of Inland Revenue, qui les centralise à la Banque d'Angleterre. A Londres, les sommes y sont versées directement par les receveurs locaux. Cette organisation supprime les trésoreries générales et les succursales de la Banque d'Angleterre dont le rôle sera effectué par les

grandes banques anglaises, autre détail d'organisation auquel nous ne sommes pas habitués.

Agents de l'Administration centrale

L'income tax est administrée au nom du Roi par le « Board of Inland Revenue, Commission des Recettes Intérieures », division du Ministère des Finances.

Sous leurs ordres existent toujours des « *commissaires spéciaux* » et des « *contrôleurs* » aujourd'hui appelés « *inspecteurs* ».

Les premiers avaient pour mission d'effectuer la taxation sous la cédule D (bénéfices industriels, commerciaux et professionnels) pour ceux des contribuables qui préfèrent s'expliquer devant les « commissaires généraux » ou de district. Pourquoi cette particularité ? Parce que les commissaires généraux étant recrutés parmi les notables citoyens de la ville, tel ou tel commerçant pourrait se voir obligé de dévoiler à ses concurrents la situation de ses affaires. C'est d'ailleurs le principe sur lequel repose, en France, l'organisation des tribunaux de commerce. Il a paru aux Anglais inéquitable de mettre un contribuable dans cette nécessité à l'occasion du paiement de ses impôts. Il a toujours la res-

source de s'adresser aux commissaires spéciaux, fonctionnaires et non plus concurrents, lesquels d'ailleurs ne résident que dans les grandes villes et vont faire des tournées dans les petites. On retrouve toujours le souci de ne causer au contribuable à l'occasion de son devoir fiscal que le minimum de soucis, pourvu qu'il paye ses impôts correctement. Les commissaires spéciaux sont juges d'appel pour les décisions des commissaires adjoints. Ils sont encore investis de telles ou telles missions qui leur sont spécialement confiées, par le « Board of Inland Revenue ». Le fonctionnement de la super tax est, entr'autres, dans leurs attributions. De plus, le recours gracieux existe en Angleterre comme en France, et un contribuable mécontent de son imposition, peut en appeler, une première fois devant eux, et en dernier ressort devant « la Commission des Recettes Intérieures » elle-même ; tout ceci pour les points de fait. Les décisions des commissaires généraux, sur un point de fait, sont, au contraire, sans appel.

Les « contrôleurs » ont pour mission de surveiller, pour le compte du Roi, les opérations de taxation faites par les commissaires généraux. En toutes circonstances, ils représentent l'admi-

nistration des finances vis-à-vis du contribuable et défendent en appel les intérêts du fisc, devant les différents tribunaux.

Voici, quels étaient autrefois les fonctionnaires en rapport avec l'income tax et le résumé de leurs différents rôles. Nous avons déjà dit que les premiers ont vu leurs attributions effectives diminuer peu à peu, bien que législativement, elles soient restées les mêmes en faveur des seconds devenus seuls assez compétents pour s'y reconnaître au milieu des difficultés croissantes inhérentes à tout système fiscal à grand rendement. Il faut remarquer ici la grosse différence entre les méthodes anglaises et françaises ; les besoins d'argent ayant subitement grossi, l'organisation ancienne devenait insuffisante. Il n'y fut cependant rien changé par des lois, les mêmes institutions continuèrent à fonctionner telles quelles, toutes. Mais dans leur nombre, il en était d'inégalement aptes à évoluer ; se développèrent celles qui correspondaient à un besoin, les autres progressivement tournant dans le vide et leur cédant la place. Voici pourquoi l'organisation actuelle présente sur le même pied des inspecteurs des taxes ayant, en fait, la réalité du pouvoir et des commissaires généraux dont le droit

de contrôle est illusoire, exception faite de leur qualité de juges d'appel.

b) AUJOURD'HUI

Fonctionnement actuel de l'income tax

L'année fiscale va du 1^{er} avril au 31 mars. Au début de ladite année, les répartiteurs, fonctionnaires locaux, préparent une liste de toutes les personnes qui, à leur connaissance, sont susceptibles d'être soumises à la cédule D de l'income tax. Ils adressent à chacune d'elles un questionnaire qui doit être retourné, rempli, dans les 21 jours. S'il n'y a pas de réponse du contribuable, son revenu présumé est indiqué par les soins du répartiteur. Les listes sont alors remises aux commissaires généraux. Ici l'inspecteur des taxes en prend connaissance, approuve ou refuse la déclaration du contribuable, l'estimation présumée du répartiteur. En cas de divergence entre inspecteur et contribuable, celui-ci peut tenter de se mettre d'accord avec l'inspecteur en présentant ses comptes. C'est ce qui se produit toujours, et l'accord intervient généralement. L'inspecteur est un homme compétent, l'organisation de l'income tax assure l'impartialité.

lité, il ne peut y avoir de divergence durable qu'en matière d'interprétation juridique. Lorsque l'accord est fait, la déclaration du contribuable acceptée par l'inspecteur est transmise au secrétaire des commissaires généraux qui l'enregistre et adresse aux contribuables l'extrait du rôle lorsque le rôle a été approuvé par les commissaires généraux.

S'il s'agit de la cédule D, (bénéfices industriels, commerciaux et professionnels), le rôle sera approuvé par les commissaires adjoints, généralement choisis par les commissaires généraux parmi ceux d'entr'eux qui sont sensés être plus compétents dans les questions commerciales relatives à la ville. C'est en principe au moment de l'approbation du rôle que l'inspecteur des taxes doit défendre sa façon de voir devant les commissaires adjoints, car il faut bien comprendre que l'inspecteur des taxes n'a pas, en principe, d'autre rôle que de défendre les intérêts du Trésor au moment de la confection du rôle et que c'est son approbation seule par les commissaires qui le rend exécutoire. En fait, ou le contribuable s'est rangé à l'avis de l'inspecteur et les commissaires n'ont pas à intervenir, ou le désaccord subsiste et le cas devient con-

tentieux. Le secrétaire, qui assure ainsi une grande partie de la besogne matérielle est, évidemment aidé d'auxiliaires. Si contribuable et inspecteur n'arrivent pas à un accord, celui-ci corrige la déclaration ou l'imposition, d'après sa façon de voir, et le contribuable va en appel de la taxation ainsi faite. Sur un point de fait, il ira en appel, à son choix devant les commissaires généraux, décision définitive, ou devant les commissaires spéciaux, avec appel définitif au « Board Of Inland Revenue ». Sur un point de droit, l'appel a lieu devant une Cour de Justice et même, en définitive, devant la Chambre des Lords. Faut-il dire que cette procédure est réservée en fait, aux seuls cas susceptibles de faire jurisprudence, afin d'éclairer un point obscur de la loi ; le plus souvent, d'ailleurs, le contribuable est soutenu par des associations dont les intérêts sont communs avec les siens ; à la Chambre des Lords, la question est jugée, non par tous les membres, mais par une commission composée de membres connus par leurs aptitudes de jurisconsultes. Les deux parties en cause sont représentées par leurs avoués, celui du Trésor parlant au nom de l'inspecteur des taxes.

§ II. — **La Cédule D. (Bénéfices industriels, commerciaux et professionnels). Présentation des Comptes. Assiette**

Nous avons dit que la cédule D de l'income tax est la plus importante. Cette affirmation se justifie par le nombre de contribuables qu'elle intéresse et par leur richesse. En plus des particuliers, qu'ils soient commerçants, industriels ou qu'ils exercent à peu près n'importe quelle profession à l'exception des salariés et des exploitants agricoles, c'est elle qui est appliquée à toutes les sociétés, qu'elles soient de personnes ou de capitaux. On voit combien la matière imposable est immense et riche, surtout en Angleterre, où la pratique de la société est infiniment répandue par suite du goût très vif des Anglais pour l'association et du développement des affaires dans leur pays. A titre d'indication, elle régit aussi bien les bénéfices des banques, ceux des industries, les honoraires des avoués (sollicitors) et les traitements ou indemnités des clergymen. C'est encore la plus importante par la réglementation et la jurisprudence qui la régissent, par les difficultés d'application qu'elle soulève. De notre point de vue, c'est pour cette

raison qu'elle est la plus intéressante ; au cours de l'exposé qui en sera fait vont abonder les modalités typiques de l'impôt anglais que nous nous efforcerons, chaque fois qu'elles se présenteront, de rapprocher des méthodes françaises. C'est aussi exclusivement la cédule D qui atteint les bénéficiaires des sociétés.

Nous avons signalé que, à partir de la réception par la société de la « forme de déclaration » à remplir par elle, celle-ci doit répondre dans un délai très bref, à peine de grosses amendes et de triples droits. Il est curieux de remarquer qu'aucune loi ou jugement n'oblige la société à joindre à sa déclaration une copie du bilan. On ne saurait vraiment pousser plus loin le respect de la liberté individuelle, car c'est véritablement dans cette pensée qu'aucun texte n'est venu imposer au contribuable ladite obligation. Il est vrai, détail pittoresque, que le même résultat est obtenu d'une façon détournée, mais le principe est sauf. Presque toujours l'inspecteur des taxes demande, après réception de la déclaration du contribuable, copie du bilan et du compte de profits et pertes. Si ce dernier s'exécute de bonne grâce, il ne se passe rien. Qu'il refuse de communiquer les renseignements demandés, l'inspecteur

peut procéder de la façon suivante : il refuse la déclaration et fait adresser au contribuable par la voie habituelle, c'est-à-dire en passant par l'intermédiaire des commissaires généraux et de leur secrétaire, un avis d'imposition où l'intéressé est taxé, forfaitairement, d'une façon beaucoup plus lourde que ne le comportent ses revenus véritables. Celui-ci a la ressource d'aller en appel, devant les commissaires généraux ou spéciaux, à son gré. Mais le fardeau de la preuve lui incombe. Il n'a d'autre façon de faire connaître son revenu que de produire ses comptes. N'oublions pas que nous pensons surtout aux sociétés qui ont l'obligation juridique de tenir des comptes. Pour finir, il sera toujours obligé de montrer ses livres, et de plus il devra payer les frais élevés d'un procès et se sera créé des complications inutilement. Enfin, en refusant de produire des comptes à l'appui d'une déclaration, il est admis en Angleterre que le contribuable autorise par cette façon de faire l'inspecteur à penser que les comptes ne « supportent » pas la déclaration et que le contribuable désire frauder. Ce moyen détourné, d'obliger à la production de comptes, a été d'une pratique courante, car là-bas, aussi, le développement des impôts sur les

revenus ne s'est pas fait tout seul. Il a fallu faire violence à des habitudes séculaires de liberté et d'indépendance particulièrement chères au caractère national et passer outre à des raisons, excellentes sur tout autre que le terrain fiscal. Notons encore une fois qu'il a paru préférable, plus conforme aux méthodes anglaises de n'obliger législativement le contribuable à rien, quitte à lui démontrer qu'il était de son intérêt de faciliter le travail de l'Administration. En France, une loi ¹ du 31 juillet 1920, art. 32, oblige tout commerçant faisant plus de 50.000 francs de chiffre d'affaires, non pas à joindre une copie de son bilan à sa déclaration, mais à tenir ses livres à la disposition des agents des administrations fiscales (pour permettre le contrôle en matière de bénéfices industriels et commerciaux).

Autre détail à quoi rien ne correspond dans la législation française : les administrations fiscales anglaises admettent généralement les comptes qui leur sont présentés par les comptables professionnels. Aucune loi ne les y oblige, mais le caractère officiel de ces personnes, leur compétence, la responsabilité qui s'attache à

¹ Raymond CHAMPION, *Le contrôle en matière de contributions directes*, Paris, Marcel Rivière, rue Jacob, 1926.

leurs fonctions et le soin qu'ils mettent à s'en acquitter sont tels que, pratiquement les déclarations qu'ils appouvent ne sont pas discutées.

Que sont les comptables officiels, dont les études rayonnent dans toutes les parties du monde où fonctionnent des entreprises britanniques ? Paris, seul, n'en compte pas moins d'une douzaine de charges. Ils ne sont ni officiers ministériels, ni même titulaires de diplômes délivrés par le gouvernement. Ils sont les membres d'associations dont les statuts ont été approuvés. Pour être admis en qualité de membre, il faut répondre à deux conditions théoriques et pratiques : Un stage de plusieurs années dans une étude de comptable officiel et des examens répartis sur plusieurs années. Lorsqu'il a satisfait à ces exigences, l'intéressé se trouve muni du titre de « chartered accountant ». Il peut exercer à son compte. Le plus souvent, il apportera sa collaboration à une charge déjà existante, soit comme associé en nom, soit comme employé. Là n'est pas, en effet, une des moins curieuses particularités de l'institution. Ces spécialistes se réunissent en société comme des industriels, des commerçants ou des banquiers pour « faire des comptes ». Par suite de prérogatives que

la loi leur reconnaît, des conditions matérielles très dures posées à l'entrée de cette carrière, examens difficiles, stages et études longues et très coûteuses (les honoraires d'un répétiteur de comptabilité sont couramment à Londres (1928) d'un guinée (21 shillings, 126 francs l'heure) du caractère élevé et rémunérateur de la situation qu'ils occupent, les comptables officiels jouissent d'une très grosse autorité morale. On ne conçoit pas un comptable officiel qui s'exposerait à la perte de son titre et au déshonneur en approuvant des comptes non réguliers. La traduction exacte de leur nom « chartered accountant » n'est d'ailleurs pas comptable assermenté, mais « membre d'une association de comptables dont les statuts (la charte) ont été approuvés ».

La loi prévoit que les commissaires aux comptes de toute « company limited » doivent être « chartered accountant ». Il ne peut leur être refusé communication d'un document comptable et ils ont mission de faire à l'assemblée générale annuelle des actionnaires un rapport sur la façon dont les livres sont tenus. Il semble que ce soit une institution fort utile et dont la généralisation s'impose immédiatement dans les

autres pays tant pour faciliter et simplifier les rapports entre le fisc et les contribuables que pour protéger les actionnaires contre certaines catégories d'escroqueries ¹. Un décret du

¹ Extrait du discours prononcé par M. Laskine, chef de cabinet de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie au banquet annuel, 19 novembre 1926, de la Compagnie des Experts Comptables de Paris.

... « Cela dit, je voudrais simplement vous indiquer que nous espérons bientôt pouvoir vous donner, d'accord avec le ministère de l'Enseignement technique, et comme conclusion des travaux qui ont été menés par une commission composée d'experts éminents à différents titres, sous la présidence d'un homme que vous connaissiez bien tous et que vous aimiez tous, M. l'inspecteur général Paris, le statut auquel vous aspirez : la consécration légale et nationale de la profession d'expert-comptable.

» Nous avons trop senti, les uns et les autres et ceux surtout d'entre nous qui ont eu, d'une façon quelconque, à collaborer, à quelque degré que ce fût, à l'œuvre de redressement financier et fiscal des dernières années, nous avons trop vu l'abominable abus qui est fait du titre d'expert-comptable, par des officines de démoralisation fiscale, par des entreprises à forfait de fraude fiscale, qui empruntaient votre nom respecté, votre science reconnue, pour des œuvres et pour des travaux dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont contraires à l'ordre et à la moralité publics.

» Eh bien ! vous n'avez pas voulu, d'abord, — car à l'origine du travail réglementaire et administratif, qui va se faire, il y a eu comme il y aura toujours une revendication collective et corporative, l'effort administratif et

Ministre du Commerce en date du 22 mai 1927 (J. O. 2 juin 1927) a récemment créé, en France,

réglementaire ne venant que la couronner et la consacrer, — vous n'avez pas voulu et je me permettrai de dire très modestement et ès-qualité, nous n'avons pas voulu, non plus, que l'on pût continuer à parer du nom de comptabilité et du nom d'expertise comptable, de répugnants travaux de falsification et de tromperie au préjudice de l'Etat.

» Nous avons donc voulu que le titre d'expert-comptable fut désormais un titre consacré, réglementé et protégé à la fois par la volonté du gouvernement et du législateur, et par votre discipline.

» Nous savons très bien qu'il n'y a pas de moralité publique et de moralité professionnelle possible sans une discipline rigoureuse. Ceux d'entre nous qui appartiennent au Palais, ceux d'entre nous qui appartiennent à l'Ordre des avocats, savent quelle sauvegarde représente pour les individus comme pour la collectivité une discipline sévère ; la discipline de notre ordre, — mes confrères qui sont dans cette salle pourraient l'attester, — nous l'aimons justement parce qu'elle est rigoureuse et nous l'aimons justement dans la mesure où elle est gênante ; c'est par là qu'elle est la sauvegarde des individus et de la collectivité.

» Eh bien, demain, — et demain ce n'est pas un mot de chef de cabinet, ce n'est pas une promesse, ce n'est pas une goutte d'eau bénite de cour versée dans vos coupes de champagne, — demain vous serez dotés d'un texte qui consacrera officiellement le titre d'expert-comptable, du statut qui assurera un recrutement à la fois régulier et contrôlé de votre belle profession, qui par l'examen professionnel, qui par le stage obligatoire, assurera à tous ceux qui auront en face d'eux un expert-comptable, qu'ils ont

un diplôme « d'expert comptable » dont on espère

affaire à un homme de conscience éprouvée et de science reconnue.

» Par là, — avec les modalités que comporte notre organisation démocratique, du fait que nous ne voulons pas et que nous ne pouvons pas créer des privilèges légaux alors que les anciens sont en train de s'effriter, — par la reconnaissance officielle du brevet d'expert-comptable, nous donnerons à la profession d'expert-comptable, quelque chose du prestige, et nous lui permettrons de rendre les grands services que rend dans d'autres pays, dans les pays de langue et de jurisprudence anglaises, l'institution connue, très respectée et très bienfaisante des « chartered accountants ».

» Nous désirons que désormais une confiance complète résulte, dans une affaire commerciale ou contentieuse, de la présence de l'expert-comptable.

» Nous savons trop les abus qui peuvent être faits de certains rapports, de certaines appréciations plus ou moins tendancieuses qui font dire aux chiffres ce qu'ils ne disent pas.

» Il serait souhaitable, pour la vie des sociétés, pour la sécurité de l'épargne, que les fonctions de commissaire aux comptes, par exemple, fussent exercées obligatoirement par des hommes capables de voir derrière les mots, les chiffres qu'on leur présente, la réalité des choses.

» Nous voudrions que lorsque devant les tribunaux, — et même les tribunaux de province les plus éloignées, — les juges ont à entendre un expert-comptable, qu'ils fussent sûrs — je me suis aperçu qu'ils n'en étaient pas sûrs et que quelquefois ils avaient raison — qu'on leur apporte

que les prérogatives seront analogues à celles de leurs collègues anglais ¹.

des affirmations exactes, nullement tendencieuses, contrôlées, éprouvées par une science tout-à-fait incontestable.

» Et nous voudrions enfin — je crois que ce serait un bienfait pour toute la collectivité — que quand les discussions s'instituent entre les contribuables et les agents du fisc, comme elles ne peuvent manquer de s'instituer dans le système nécessairement complexe, mais intangible dans ses grandes lignes, de notre fiscalité démocratique, la présence d'un expert-comptable fut pour les agents du fisc une sécurité, au lieu de leur apporter un trouble.

» Tout cela, nous sommes maintenant en mesure de vous l'apporter bientôt dans un décret qui sera pris en vertu des lois qui ont organisé l'enseignement technique comme des lois qui ont organisé les Chambres de commerce ; c'est sous l'égide de ces deux lois par la combinaison ingénieuse de leur action, que pourra être délivré officiellement le brevet de comptable.

» Ce titre n'ajoutera rien à la conscience que vous représentez ni à la science que vous portez en vous, mais il leur apportera, aux yeux de tous, la consécration qui était encore nécessaire ; il vous permettra de poursuivre vos travaux avec plus d'autorité et plus de prestige ; il donnera à votre profession, à la fois le lustre qui peut lui être utile pour rendre plus de services et la sécurité qui lui est indispensable. »

¹ Ce décret, et le diplôme qu'il a créé, sont bien loin d'avoir recueilli l'approbation générale. Lire une fort intéressante étude à ce sujet, malheureusement trop longue pour être rapportée ici, dans *La Comptabilité et les Affaires*, 8^{me} année, N^o 95, novembre 1927.

A fiscalité développée et compliquée, il faut des comptables spécialisés, responsables et, pourrait-on dire « honorés ». Ces trois mots résument d'ailleurs le secret de toute bonne organisation : un travail ne peut être bien fait si ceux qui en sont chargés ne voient pas leurs attributions délimitées de façon telle : qu'ils puissent être facilement compétents, qu'il soit possible de juger leur travail, que l'exercice de leur profession entraîne, non seulement profit matériel, mais considération. La création en France des experts comptables y est peut-être le début d'une institution analogue aux « chartered accountants ». Il semble que ce soit souhaitable.

Nous avons vu quelles sortes de revenus sont taxables au titre de la cédule D. Rappelons donc qu'elle frappe tous les profits qui ne tombent pas nommément sous le coup du texte d'une autre cédule. La matière ainsi embrassée est si vaste qu'elle a été divisée en six classes dont voici l'énumération.

Cédule D. — 1^{re} Classe

S'applique aux revenus découlants de tout *commerce* exercé ou non dans le Royaume Uni,

autres que ceux soumis à la cédule A (propriété foncière). C'est le cas le plus général.

2^{me} Classe

Exercice de toute profession ou carrière.

3^{me} Classe

Comprend les revenus dont le caractère annuel n'est pas certain et qui, de ce fait échappent aux cédules A et G.

4^{me} Classe

Intérêts des emprunts étrangers.

5^{me} Classe

Dividendes d'actions d'entreprises étrangères.

6^{me} Classe

Revenus et bénéfices ne tombant pas sous aucune des autres classes de la cédule D, à cause de ce fait que, par exemple, les règles de la première classe ne leur sont pas applicables.

Les règles dont nous allons voir le fonctionnement s'appliquent à la première classe de la cédule D.

Assiette

Jusqu'ici pour faire le calcul de «l'income tax», cédule D, on prenait la moyenne des bénéfices des trois années précédentes, ce qui paraissait fournir une base équitable.

Le chiffre ainsi obtenu était frappé par l'impôt, au taux décidé par la Finance Act de l'année. Celui de 1926, a décidé la réforme suivante, pour être mise en pratique à partir de l'exercice 1927-1928. Les bénéfices qui servent au calcul de l'impôt ne sont plus la moyenne de ceux des trois dernières années, mais ceux de la dernière année, comme en France¹. Les raisons de ce changement ne nous sont pas connues. La méthode précédente présentait cependant un gros avantage pour le contribuable, digne d'être signalé et même imité. Suivant la méthode française, qui est actuellement conforme à la nouvelle méthode anglaise, ce sont les bénéfices de l'année précédente qui servent de base pour le calcul de l'impôt. Or, qu'arrive-t-il si cet exercice est déficitaire? Evidemment, il n'est pas payé aucun

¹ Ernest Evan SPICER, *Notes on the Finance Acts 1925 and 1926*, M. F. L. Publishers. L. T. P. 17, Lane Cheap-side).

impôt sur le revenu (income tax); mais le déficit de cet exercice peut être considérable, égal ou supérieur au bénéfice de l'année précédente. En une période de deux ans par exemple, l'entreprise considérée aura payé l'income tax sur le bénéfice d'une année, alors qu'au total, elle aura perdu plus qu'elle n'a gagné. Ce n'est pas un impôt sur les revenus, mais un prélèvement sur le capital. L'ancienne méthode anglaise qui prenait le bénéfice (ou la perte) moyen des trois dernières années tenait intégralement compte de l'éventualité d'une perte, qui, venant en déduction des bénéfices, permettait de ne taxer le contribuable qu'en proportion de son revenu réel et non d'un revenu fictif. On ne peut mieux montrer que par l'abandon de cette règle équitable, mais qui coûtait cher au Trésor, à quel point l'income tax est, en Angleterre, un impôt sévèrement géré.

Voici donc comment est déterminée l'assiette de l'impôt. Par qui ? Au choix du contribuable, par les commissaires généraux du district ou par les commissaires spéciaux de l'income tax. Rappelons que cette mesure a été prise dans un but de discrétion pour éviter à un homme d'affaires l'embarras d'en exposer l'état devant une assem-

blée où peut siéger un concurrent. Pour qui s'est trouvé à même d'assister au fonctionnement, dans les petites villes de province, d'assemblées locales composées de notables élus on ne peut assez féliciter le législateur anglais d'avoir ménagé au contribuable cette liberté, en même temps qu'il instituait les organes locaux de taxation parallèlement à ceux du pouvoir central.

La volonté d'épargner au contribuable tout souci inutile va même plus loin. S'il choisit d'être taxé par les commissaires spéciaux, il a encore la faculté de demander à n'être connu administrativement que par un numéro ou une lettre. Evidemment, les commissaires connaîtront sa personnalité réelle, mais tous les agents locaux l'ignorent, et en particulier les percepteurs. Il nous a semblé instructif d'insister sur ce souci de discrétion.

*Calcul des bénéfices imposables*¹

Nul n'ignore que le point névralgique des impôts sur les bénéfices en matière industrielle ou commerciale est précisément l'établissement

¹ Voir *Les Sociétés devant le fisc*, pp. 12 et suiv.

des comptes pour la détermination de ce bénéfice. Les divergences d'interprétation sont fréquentes sur les principes mêmes, et à plus forte raison dans leurs applications. Et, de ces divergences, découlent des différences considérables quant au montant du bénéfice qui apparaîtra en définitive, et qui sera soumis à l'impôt. Citons à ce sujet, l'emploi qui a été fait par certaines entreprises habilement dirigées, de la théorie « du Stock-Outil ». Un exemple concret permettra d'en saisir l'intérêt mieux qu'une explication abstraite.

Soit une fonderie de fer consommant 1.000 tonnes de fonte par mois. Il est simplement prudent qu'elle possède, d'avance, sur place, pour parer aux retards possibles de livraison, mettons un mois d'approvisionnements, soit 1.000 tonnes. En 1914, ce stock pouvait valoir 80.000 francs. En 1928, ce même stock en vaut 450.000. La différence, soit 370.000 francs a nécessairement dû apparaître comme bénéfices dans les bilans successifs, à mesure que la fonte augmentait de valeur, a donc payé l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Suivant l'époque où ce bénéfice est apparu, le taux a été plus ou moins lourd. Ces dernières années, -

ce bénéfice, fictif, aurait entraîné un paiement effectif de 15 %.

Nous disons que c'est un bénéfice fictif, car le stock de fonte est le même, composé, peut-être des mêmes gueuses de fonte qu'en 1914 ; en tous cas, il est exactement de même importance ; c'est, au même titre qu'un « outil », un élément nécessaire à la mise en œuvre de l'usine. Il n'y a aucune raison de lui faire supporter l'impôt sur les bénéfices. C'est, cependant, ce qui fut presque partout appliqué. Cependant, dans quelques entreprises, on eut l'idée de maintenir ce poste, dans les bilans, à l'estimation d'avant-guerre sous le prétexte, qu'étant un outil, il n'y avait pas plus de raison d'en réestimer la valeur que celle des autres « outils » de l'entreprise. Cette théorie dans certains cas admise par les contributions directes, a permis aux dites entreprises de se soustraire au paiement de l'impôt sur les bénéfices industriels sur toute cette partie de leurs bénéfices « fictifs » ¹.

Les stocks étant toujours un élément important de l'actif, surtout dans certaines industries

¹ Voir, en annexe, (N° III) cette question et sa réponse dans un cas particulier exposées clairement par des spécialistes.

de transformation, il est aisé de voir de quelles conséquences furent ces inégalités fiscales entre les entreprises.

Dans les débuts de l'application en France des impôts sur le revenu, que ce soit au titre des cédules industrielles ou commerciales ou à celui provisoire de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, les contrôleurs des contributions directes eurent véritablement à faire l'éducation comptable du contribuable. Avant 1914, les industriels et commerçants pratiquaient couramment dans un but de prudence des usages parfaitement honorables, mais inadmissibles au point de vue de la comptabilité pure. Les uns amortissaient tous les bâtiments neufs dans l'année même de leur construction ou des machines le jour de leur achat bien que les uns et les autres fussent visiblement promis à une longue existence. Ou encore des marchandises en stock se trouvaient systématiquement évaluées dans les inventaires au-dessous de leur valeur à la ferraille. Tous ces errements moralement irrépréhensibles, auraient conduit, s'ils avaient été respectés à mettre le contribuable à même de payer pratiquement tel impôt qu'il aurait voulu. Dans tous les cas particuliers, le

contrôleur eut donc à discuter tous les premiers bilans qui succédèrent aux votes des lois d'impôts sur les revenus, pour faire comprendre au contribuable qu'il n'était pas le maître d'établir ses bilans comme il lui plaisait. Il fut aidé dans cette tâche par les pouvoirs qu'il tenait de la loi, par des circulaires du Ministère des Finances indiquant de quelle façon procéder dans tel ou tel cas particulier, par les décrets en Conseil d'Etat et surtout par une très sage jurisprudence qui vint éclairer les obscurités d'une législation hâtive et en redresser les erreurs, le tout dans la mesure du possible. Mais, circulaires, décrets, jurisprudence surtout, furent long à venir. De nombreux points épineux furent longtemps en suspens. Il fallut fort longtemps pour que tous les contribuables soient définitivement convaincus qu'à côté du droit civil et du droit commercial qu'ils connaissaient déjà, grandissait rapidement un droit nouveau, *le droit fiscal*, presque sans rapport avec eux et souvent en contradiction. Il fallut des années pour que les contribuables s'accoutument à voir les tribunaux juger d'une manière « fiscale », à ne plus attendre systématiquement d'un appel la réalisation de leurs désirs, en un mot à considérer qu'il vaut

mieux faire ses comptes d'accord avec le contrôleur parce qu'il est intègre et compétent, plutôt que d'espérer triompher contre lui en épuisant successivement toutes les juridictions possibles. Dans presque tous les cas particuliers, contribuables et contrôleurs se mirent d'accord sur les bases à respecter dans la confection des bilans, les cas litigieux ou discutés étant envisagés l'un après l'autre. Les bases ainsi admises devinrent, par un accord tacite, la loi des parties ; tant que personne n'en demande la dénonciation, le contribuable est tenu de les appliquer et les rapports entre contribuables et contrôleurs se bornent à fort peu de chose — une visite annuelle du premier au second pour remettre le bilan approuvé par l'assemblée générale, une visite de temps à autre du second au premier pour se confirmer dans l'impression que les comptes sont régulièrement tenus.

Le plus souvent les bases sur lesquelles les deux parties se sont mises d'accord sont matérialisées par les décisions du conseil d'administration de la société.

Elles spécifient comment se feront les amortissements suivant la nature des éléments d'actif à amortir, par exemple le petit outillage sera

amorti dans l'année, le gros outillage, 50 % l'année de l'achat, le solde en cinq ans, les bâtiments en quarante ans pour ceux qui sont en maçonnerie, en dix ans pour les constructions légères ; dans les deux cas 50 % de dépréciation dès la première année. Le Conseil décide encore comment seront évalués les stocks de matières premières et de marchandises fabriquées ou en cours de fabrication.

Par exemple, les matières premières seront évaluées au plus bas des deux cours suivants : cours d'achat ou cours du jour de l'inventaire plus une dépréciation pour prévoir les fluctuations du marché ou les difficultés d'une liquidation. Les marchandises fabriquées seront évaluées au prix du tarif moins une dépréciation de x % ayant pour but de parer aux risques de baisse. aux frais de magasin, surtout à la perte de valeur qui peut résulter pour l'objet d'avoir été conservé longtemps en magasin (humidité, rouille, etc.) ou s'il s'agit d'une marchandise susceptible de se démoder ou défraichir rapidement. Dans ce dernier ordre d'idées il est admis, par exemple, que les grands magasins peuvent influencer d'une façon considérable sur leurs bilans par les abattements qu'ils font subir à leurs

stocks dont la valeur intrinsèque ne change peut-être pas énormément d'une année à l'autre, mais dont la valeur vénale dépend de la mode dans une large proportion. Quant aux marchandises en cours de fabrication, il est, le plus souvent à peu près impossible de les évaluer d'une façon méthodique. De ces décisions du Conseil fixant de quelle manière seront calculés stocks, et amortissements, une copie est donnée au contrôleur. Si elles sont acceptées, tant qu'elles ne changeront pas, elles devront être respectées par la société pour l'établissement de ses comptes ; lorsque celle-ci voudra les changer, elle devra obtenir l'accord du contrôleur sur celles qu'elle propose. S'il ne peut se faire et que la société persiste, le contrôleur réintégrera dans la déclaration ce que la société avait cru pouvoir en déduire, et celle-ci ira en appel. De toutes façons, toutes les fois que la société modifiera une des bases de son accord tacite, il est normal qu'elle en informe l'administration en remettant le nouveau bilan.

Voici donc comment il est procédé en France. Il est possible que ce régime de libre discussion, que l'absence d'une méthode comparable d'un contribuable à l'autre pour tenir

les comptes, ait été inévitable car il fallait aller vite, on ne pouvait tout créer à la fois et rejoindre en quelques années la perfection d'une institution séculaire. En tous cas il est évident *a priori*, et l'expérience confirme cette opinion, que l'absence de méthode risque de placer les contribuables sur un pied d'inégalité suivant qu'ils seront plus ou moins débrouillards, qu'ils se trouveront aux prises avec des contrôleurs d'inégale ardeur ou que les points épineux de leurs dossiers se trouveront tomber sous le coup de textes ministériels ou juridiques plus ou moins sévères ou explicites. Il est certain que d'une province à l'autre, souvent dans la même ville, deux contribuables de situations analogues se verront très inégalement traités. Il se trouvera même des cas où ce sera pour un contribuable un avantage d'avoir une comptabilité compliquée, le contrôleur surchargé de travail hésitant à se lancer dans une étude inextricable et se trouvant de ce fait favorablement disposé à un accommodement. Or, il y a quelque chose de choquant dans l'idée qu'un contribuable pourra être avantagé par rapport à ses égaux parce qu'il aura eu l'habileté d'user des ressources que la comptabilité comme la procédure permettent quelque-

fois. Il ne devrait pas en être ainsi. Puisque la loi a institué l'impôt sur les revenus, elle aurait dû instituer aussi les mesures nécessaires pour que les contribuables se trouvent autant que possible à égalité devant les charges fiscales particulièrement lourdes de l'époque actuelle. Elle aurait dû leur imposer l'obligation de présenter tous leurs comptes de la même façon. Eh bien c'est ce qui a lieu en Angleterre.

Nous avons déjà remarqué que, même exception faite pour le calcul du bénéfice d'après la moyenne des trois dernières années, le bénéfice taxable d'une entreprise n'est généralement pas celui qui ressort normalement de la comptabilité. Pour se conformer aux règles précises qui régissent l'income tax, il peut se présenter qu'il faudra faire passer plusieurs chapitres de l'actif au passif et vice versa. Empruntons à un manuel fiscal anglais ¹ la nomenclature des principaux points sur lesquels les règles sont précises et s'opposent aux prétentions, justes par ailleurs que le contribuable pourrait émettre.

1° *Les dépenses ou pertes* qui, par nature, affectent le *capital*, ne peuvent être déduites dans

¹ *Income tax, super tax and corporation profits tax*, pp. 83 et suiv.

le calcul du bénéfice. Ceci est fort important, car la règle est générale et met tous les contribuables dans l'obligation de présenter des comptes uniformes sur ce point. Dans cette catégorie rentrent par exemple : embellissements, construction d'immeubles, dépréciation d'immeubles ou machines ; nous verrons plus loin que, dans un compte à part le contribuable est fondé à obtenir un dégrèvement pour amortissement. Cette règle est sévère ; il n'existe rien d'analogue en France. Comment s'explique-t-elle ? Par ce fait que, réciproquement, les accroissements de *capitaux* ne sont pas taxables. L'income tax ne frappe *que les revenus*, et il doit être distingué avec soin entre ce qui intéresse le capital et ce qui concerne le revenu. Cette règle, toute coûteuse qu'elle se révèle pour le contribuable, repose donc sur *des bases logiques*. De plus et cette réflexion reviendra dans la suite, si elle désavantage le contribuable anglais par rapport au français, qui profite, sans charges, des plus values du capital et peut cependant *déduire ses pertes de son bénéfice* (Ex. d'un immeuble devenant strictement sans utilité et sans valeur) elle met tous les contribuables anglais à égalité devant les exigences de la loi. L'exemple ne

pourrait pas se produire en Angleterre d'une banque, investissant des sommes énormes dans l'amélioration, l'embellissement, l'enrichissement, des immeubles de ses succursales, sommes prélevées sur les bénéfices et constituant des réserves soustraites à tout impôt sur les revenus.

On peut ici remarquer que l'impôt sur le revenu est payé dans les deux pays sur tous les bénéfices déclarés, y compris ceux qui ne sont pas distribués et sont mis en réserve. Cette particularité et le droit pour le contribuable de déduire certaines pertes de capital sans payer pour les plus-values de ce même capital, rendent très difficile la justification *logique* de la méthode française qui conduit, d'autre part, à frapper les contribuables inégalement selon qu'ils auront investi dans des achats de machines, par exemple, de plus ou moins grosses fractions de leurs bénéfices.

2° Les propriétaires d'une entreprise, qu'ils soient associés dans une partnership, ou actionnaires d'une limited company de caractère privé, n'ont pas le droit, du point de vue fiscal, de s'approprier aucune partie du bénéfice, quelle que soit la forme employée, même régulière du point de vue comptable, par exemple traitement,

intérêts du capital investi. Cette règle n'est pas fidèlement reproduite dans le droit fiscal français. S'il n'est pas admis, par exemple, qu'une société déduise du bénéfice un intérêt statutaire du capital investi, les propriétaires d'une entreprise peuvent formellement, quelque soit la forme de société employée, et en particulier dans la société anonyme, se verser des traitements qui, dans les comptes de profits et pertes, pourront être imputés à frais généraux. Il n'y a pas là pour le contribuable français un avantage par rapport au contribuable anglais, il faut se souvenir en effet que la cascade d'impôts n'existe pas en Angleterre. Sur une somme déterminée, l'income tax n'est payée *qu'une seule fois* et au même taux pour les revenus de toute nature. Si donc il était admis que les propriétaires ou principaux actionnaires d'une compagnie puissent retirer des bénéfices certaines sommes à titre de traitement, ils n'y gagneraient rien, car ces sommes seraient frappées, au titre de l'income tax, au même titre que si elles étaient reçues comme dividendes ou tantièmes.

Du point de vue de l'égalité entre actionnaires anglais, la règle appliquée n'apporte rien de nouveau puisque, de toutes façons, un bénéfice ne

paiera qu'une seule fois l'income tax, mais elle donne de l'uniformité dans la présentation des comptes.

Par contre, la méthode adoptée en France, si elle n'avantage pas le contribuable français par rapport à l'anglais peut favoriser certains français par rapport aux autres. Considérons, en effet deux sociétés anonymes analogues par leur caractère de sociétés privées. Si les administrateurs de l'une se distribuent des traitements, ceux-ci, passés par frais généraux seront bien soumis à l'impôt sur les traitements et ensuite à l'impôt général, mais ils échapperont à l'impôt sur les bénéfices industriels ou commerciaux. Comme il est actuellement au taux de 15 %, ce sera une économie de 15 % réalisée par la société sur toutes les sommes distribuées sous forme de traitements à des actionnaires ou administrateurs, et qui, dans certains cas, peuvent être prélevées sur les bénéfices. La méthode française qui respecte la façon de procéder des contribuables conduit à protéger les plus habiles au détriment des autres. A ce prix-là, il y a certainement intérêt à être un peu plus méthodique, s'il en résulte une plus grande égalité. Il est nécessaire que, dans un pays soumis à un trop gros

effort fiscal, tous les contribuables aient la conviction d'être aussi équitablement traités. Laisser naître et subsister le doute en pareille matière est très mauvais au point de vue moral, mais aussi de celui du rendement. La contagion par l'exemple en matière de désertion fiscale a trop fait parler d'elle récemment pour qu'il soit utile d'insister longuement sur ce sujet.

3° D'une manière générale ne peut être déduite du bénéfice imposable aucune appropriation dudit bénéfice. Nous en avons eu des exemples à l'instant soit qu'il fut question d'appropriation par la société elle-même (bénéfices investis dans des immeubles, machines, etc.) ou par ses membres (traitements). Voici un cas d'application très particulier de cette règle et d'une très grande portée, car il porte sur des sommes énormes et juridiquement, il renverse nos conceptions fiscales. Il est, encore une fois, d'un poids très lourd au détriment du contribuable anglais. *Celui-ci, quel qu'il soit, en particulier une société, ne peut déduire de son bénéfice taxable les sommes payées pendant l'exercice au titre de l'income tax pour l'année précédente.* Légalement, en effet l'income tax n'est pas une taxe sur le revenu, mais une « appropriation »,

par l'Etat, de ce revenu. L'Etat est considéré avoir les *mêmes droits* qu'un actionnaire pour 4 sh. sur une £ de revenus. Voilà une doctrine qui, davantage connue, surprendrait beaucoup ceux qui croient l'impôt sur le revenu appliqué en France d'une façon particulièrement rigoureuse.

Exemple : Une société anonyme déclare pour l'année 1927 un bénéfice net de un million de francs.

Mais, en cours de cette année 1927, elle a payé la somme de cent cinquante mille francs au titre d'impôts sur les bénéfices industriels de 1926 (comme correspondant au même bénéfice déclaré). Elle est autorisée à les déduire de son bénéfice taxable qui devient alors de huit cent cinquante mille francs. Grâce à cette disposition qui nous paraît absolument équitable, car les impôts sont vraiment des frais généraux d'une entreprise, elle aura économisé 15 % (taux actuel de l'impôt) sur 150.000 soit *vingt-deux mille cinq cents francs* ; cette déduction, naturellement, n'est pas autorisée pour l'impôt sur les dividendes qui est déduit « à la source » au compte de l'actionnaire. Suivant la législation anglaise, l'actionnaire d'une société ne peut dé-

duire aucun impôt de son revenu taxable, puisque, pour la cédule qui nous occupe, il touche, en principe, ses dividendes nets de la taxe avancée pour lui par la société. Mais la société elle-même ne peut rien déduire l'année suivante, car les 4 sh. qu'elle a payés à l'Etat sur toute livre de revenus sont considérés comme la part d'un actionnaire privilégié.

4° L'Administration anglaise va même beaucoup plus loin. Le contribuable ne peut déduire de ses bénéfices aucune des sommes qu'il a pour mission de déduire à « la source » pour le compte de l'Etat et pour lesquelles il agit en compte avec le Trésor. Par exemple une société a fait un emprunt ; tous les ans, elle doit en payer l'intérêt au créancier, et sur cet intérêt l'income tax au Trésor (Cédule D), puisque c'est elle qui est responsable de la rentrée du dit impôt. En France, si la société s'est engagée à payer l'intérêt partiellement net d'impôt, ce qui est le cas général en matière de dettes, les sommes payées au titre de cet impôt seront imputées à frais généraux et viendront automatiquement en déduction du bénéfice.

Dans les deux pays d'ailleurs, des mesures sont prises pour que la taxe ne soit pas payée deux

fois, une première fois par le débiteur, ensuite par le créancier. En principe les revenus des capitaux mobiliers étant toujours payés nets ne sont repris que pour le calcul, soit de l'impôt général, soit de la super tax. En France, dans l'avertissement adressé au contribuable et qui comporte une case pour le calcul de chaque impôt, il n'y en a pas pour la taxe sur le revenu des capitaux mobiliers. En tous cas, c'est un principe général, dans les deux pays, le contribuable peut déduire de sa déclaration toute somme payée nette d'impôts (exception pour impôt général et super tax). Mais, en France, le débiteur peut faire figurer à ses frais généraux l'impôt payé sur les intérêts de sa dette, en Angleterre, il ne le peut pas.

Voici la liste officielle, détaillée, des déductions autorisées ou non en matière d'income tax. On verra qu'elle est fort claire, complète et facile à appliquer.

Les contribuables sont autorisés à déduire de leurs bénéfices les sommes employées aux affectations suivantes :

1° Réparation d'immeubles employés pour les besoins de l'entreprise, ainsi que des instruments, outils servant au même but, à la condition de

ne pas excéder les sommes généralement employées à cet usage et en tout cas la moyenne des trois années précédentes.

2° Amortissement des créances insolvables et provisions pour débiteurs douteux dans la mesure où l'un et l'autre le permettent.

3° Loyer d'immeubles exclusivement employés pour les besoins de l'entreprise, et non comme habitation.

4° Fraction, qui ne doit pas dépasser les deux tiers, du loyer d'un immeuble ou appartement employé en partie pour les besoins de l'entreprise.

5° Valeur locative forfaitaire d'immeubles ou d'appartements, propriété de l'entreprise et utilisée pour ses besoins.

6° Cas particulier important. Les sommes employées à *remplacer* un outillage démodé, jusqu'à concurrence de la valeur totale des machines remplacées, après déduction :

a) des amortissements déjà autorisés et effectués sur ce chapitre.

b) du prix récupéré par la vente dudit outillage.

7° Dépenses de toutes natures exposées dans l'intérêt de l'entreprise.

Aucune déduction n'est autorisée pour :

1° Aucun intérêt du capital investi. Si une somme est versée de ce chef, l'impôt en sera récupéré, sur la personne à qui le paiement est fait.

2° Pour aucune somme payée à titre de traitement aux propriétaires.

3° Pour une somme investie dans l'entreprise à titre de capital et qui pourrait être retirée.

4° Pour aucune dépense d'embellissement, d'amortissement d'immeubles,

5° Aucune perte qui ne résulte pas directement du fonctionnement de l'entreprise.

6° Aucune dépense d'entretien des personnes soumises à l'impôt, de leurs familles ou de leurs installations. Ce paragraphe est reproduit dans la législation française bien qu'il ne fut pas sans heurter au début beaucoup d'habitudes bien enracinées. On a longtemps considéré, en effet, que l'entretien du patron d'une entreprise et de sa famille, quels que soient, par ailleurs ses droits de propriété sur ladite entreprise faisait partie des frais généraux. Un patron lui est aussi nécessaire que des ingénieurs, des employés, etc. Les traitements de ceux-ci ne sont pas considérés, du point de vue de l'impôt, comme des bénéfices ;

pourquoi décider que celui du directeur-propriétaire également indispensable, soit un bénéfice ? La solution française qui admet que le traitement du directeur soit soustrait du bénéfice taxable paraît plus logique que la solution anglaise, mais comme précédemment remarqué, elle permet au contribuable plus au courant des usages et des règlements d'en profiter au détriment des autres.

7° Pour une perte couverte par une assurance.

8° Pour aucune somme payée à titre d'income tax (déjà vu). Des déductions au titre des impôts étrangers payés sur place pour les bénéfices réalisés dans les lieux d'imposition sont autorisées.

9° Enfin aucune déduction ne peut être faite à titre d'*amortissement* dans le compte de profits et pertes, mais des *dégrèvements* peuvent être obtenus à ce sujet.

A noter que si l'income tax ne peut être déduit des bénéfices, les deux impôts mentionnés plus haut, l'excess profit duty et la corporation profits tax, aujourd'hui abolis, pouvaient l'être.

Amortissements

« Les commissaires généraux et spéciaux (de qui relève la charge d'accepter ou de refuser les

amortissements demandés par le contribuable) ont le pouvoir d'autoriser les déductions qui leur paraissent justes et raisonnables. C'est au contribuable de les réclamer dans ses déclarations. » Voici la règle générale qui gouverne la matière.

Si les réparations sont payées sur les bénéfices et les renouvellements de matériel sur le capital, les amortissements seront admis, mais si le contribuable veut prélever réparations et renouvellement sur les bénéfices, en règle générale aucun dégrèvement ne sera admis pour amortissement. Lorsqu'un outillage nouveau et amélioré est acheté pour remplacer un outillage pas complètement inutilisable, un dégrèvement est accordé pour toute la partie de la dépense qui n'excède pas le montant de l'amortissement, déduction faite du prix de vente du vieil outillage. La différence de prix avec le nouvel outillage est alors considérée comme une augmentation de l'actif. Actuellement, le dégrèvement autorisé sera déduit du bénéfice imposable pour l'année considérée. Avec l'ancienne méthode du bénéfice calculé sur la moyenne des trois années précédentes, les dégrèvements pour amortissements n'étaient cependant calculés que d'une façon

annuelle. Le dégrèvement admis était soustrait du bénéfice moyen qui servait de base à la détermination du bénéfice taxable.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que toute cette réglementation sévère peut conduire au résultat suivant : les chiffres représentant l'actif d'une entreprise seront différents suivant que l'on prendra les comptes admis par le Trésor pour le calcul des amortissements ou ceux qu'il a paru à l'entreprise elle-même raisonnable d'admettre, bien qu'en désaccord avec l'inspecteur des taxes. Laquelle de ces deux estimations servira de base pour le calcul des amortissements d'une année déterminée ? Ce sera toujours celle qui a reçu l'agrément de l'administration. Si les dégrèvements autorisés sont inférieurs à ceux adoptés par le contribuable, l'amortissement sera calculé sur la valeur de l'actif tel qu'il apparaîtrait si le point de vue de l'administration avait été adopté. Au contraire, si les dégrèvements autorisés sont supérieurs à ceux pratiqués, la valeur de l'actif à amortir sera inférieure à celle qui apparaît dans la comptabilité officielle de la Société.

Il y a là une pratique à rapprocher de ce qui se fait en France. Beaucoup d'entreprises dont les

actions sont dans le public ont deux bilans. Un bilan comptable et un bilan fiscal. La direction décide de faire de grosses réserves, soit par prudence en prévision de crises futures, soit par désir d'augmenter l'importance de l'affaire. Or les pouvoirs suprêmes appartiennent à l'assemblée générale qui présente tous les défauts habituels des réunions publiques : incompétence, indiscretion, absence de suite dans les idées. De plus dans ces sortes de réunions publiques, il y a des dangers spéciaux ; certains concurrents peuvent s'introduire avec la plus grande facilité. Il y a des choses qu'on ne peut pas leur dire. Enfin, des groupes décidés peuvent obtenir une majorité au moment des votes sans représenter une partie du capital social souvent supérieure à 25 ou 30 %, par le seul fait qu'elle est homogène en face d'une poussière d'actionnaires indifférents. Comment expliquer à une assemblée ainsi composée, une politique longue, délicate, et confidentielle ? On ne peut tout dire. De plus l'actionnaire qui s'attache à la prospérité d'une affaire est de plus en plus rare, surtout dans les entreprises d'envergure nationale à plus forte raison international. Il est remplacé par l'actionnaire « boursier » alléché par la perspective d'un

accroissement de valeur de l'action qu'il détient et bien décidé à la vendre dès qu'elle aura un peu monté. La meilleure façon de la faire monter est d'obliger la direction à distribuer un gros dividende. Tans pis si l'entreprise ne peut continuer sur ce pied et si l'action tombe ensuite. Il y a longtemps que l'actionnaire « boursier » aura vendu.

Pour toutes ces raisons, il est des cas fréquents où la direction d'une entreprise présente à l'assemblée générale un bilan dit « bilan comptable », soigneusement préparé pour ne pas laisser apparaître des bénéfices assez grands pour exciter la gourmandise de l'actionnaire passager. Dans ce cas, le bénéfice déclaré est voisin de celui des années précédentes, en léger excédent si la prospérité des affaires le permet, et souvent peu supérieur à la somme totale que le conseil proposera de distribuer aux actionnaires. Tout ceci a également pour but de tendre vers une certaine « stabilisation du dividende », les bénéfices mis en réserve permettant de maintenir le même dividende dans les années de crise ; les années de prospérité se traduisant par un léger accroissement. Quels sont les procédés employés pour dissimuler des bénéfices et n'en faire apparaître que

ce qui est décidé ? Il est bien évident que la méthode change suivant la nature de l'entreprise et son objet. Contentons-nous de généralités.

Les moyens les plus généralement employés dans l'un ou l'autre pays ont trait :

Aux réserves.

Aux stocks.

Aux amortissements.

Aux participations.

Il peut être constitué des réserves pour débiteurs douteux, stabilisation de dividendes, fluctuation des cours, travaux neufs, etc. Les stocks peuvent être évalués avec une considérable prudence et les amortissements très rapides.

Mais il est bien évident qu'aucun de ces procédés qui tendraient à fruster le fisc des sommes qu'il aurait perçues au titre de l'impôt sur la partie ainsi dissimulée des bénéfices industriels ou commerciaux ne saurait être admis par lui. Des textes de loi, des décisions de jurisprudence en France, en Angleterre, les Finance Acts et la liste donnée plus haut énumèrent et définissent limitativement les réserves, les amortissements et les dépréciations de stocks autorisés. Quelques entreprises qui voulurent persister dans leur façon de voir furent régulièrement condamnées.

Donc les sociétés qui désirent faire des réserves occultes dans les bilans qu'elles présentent à leurs actionnaires et au public sont obligées d'en avoir un second, dit bilan fiscal, rédigé en accord avec les exigences des contrôleurs des contributions directes. Le bénéfice y est intégralement dégagé. Nous venons de voir que la même pratique existe en Angleterre pour des raisons analogues.

Lorsque le total des dégrèvements autorisés pour une année ne peut pas être utilisé parce que supérieur aux bénéfices de l'année, l'excédent est reporté pour être ajouté aux amortissements des années suivantes et venir en déduction des bénéfices correspondants. Naturellement il ne faut pas que le total des dégrèvements autorisés pour un outillage excède la valeur de cet outillage.

Qu'y a-t-il de précis dans la législation fiscale française en face de cette étroite réglementation des amortissements ¹ ?

¹ Voir à ce sujet, Pierre-Jacques BANÈS, *Les amortissements industriels, les réserves et le report à nouveau au point de vue fiscal*, p. 71.

Nous en avons extrait les lignes suivantes qui attirent l'attention sur un des points les plus délicats et une des

§ 3. — Comptes pour l'income tax

Nous venons de voir que l'income tax, cédula D, est étroitement réglementé et que les droits et devoirs du contribuable ressortent avec précision des finances acts, et jugements des différentes juridictions. Il en résulte, qu'en fait, il ne

plus grandes sources d'inégalité en matière d'amortissement dans le droit fiscal français.

SECTION IV

L'influence de la dépréciation du franc sur les amortissements et les remèdes à y apporter.

Nous venons de voir successivement les atteintes portées à la monnaie, et leurs répercussions sur les recettes des entreprises et du fisc qui sont aux prises pour la fixation des impôts directs. Il nous reste donc à examiner la « plus-value » qui s'est produite sur les biens des entreprises, et à rechercher les règles propres à mettre en évidence la valeur réelle de l'actif qui servira de base aux amortissements.

Les immobilisations, avons-nous dit, étaient avant-guerre, comptabilisées à leur prix de revient en francs. Ces francs ont varié et sont appelés à changer encore de valeur dans l'avenir. La monnaie donnant un pouvoir d'achat qui n'est plus stable depuis la guerre ne peut donc réellement servir de commune mesure à deux évaluations successives. Elle ne doit donc être employée que comme moyen de compte et non comme base d'évaluation.

Nous vivons en effet depuis le décret du 5 août 1917,

peut tenir ses comptes comme il l'entend. De ce que, par exemple, l'intérêt des capitaux engagés, aucune rémunération personnelle, ne peuvent être déduits du bénéfice, il découle que ceux-ci devront être réintégrés au passif du compte de profits et pertes à présenter à l'administration fiscale, s'ils avaient été portés à l'actif dans les

établissant le cours forcé, sous une fiction par laquelle un franc est un franc. Or cette identité est fausse, dans le temps, nous croyons l'avoir abondamment démontré.

Au point de vue fiscal, elle reste néanmoins à la base des arguments des gouvernements, et, par suite, de l'administration des contributions directes.

On a bien essayé depuis quelque temps de traiter de « défaitiste financier » celui qui attaque cette conception primaire, mais on ne peut vraiment s'arrêter à des arguments de ce genre.

Si l'on est épris de la vérité au point de dire qu'un franc-papier n'est plus un franc, on s'aperçoit que les valeurs actuelles ne peuvent être prises pour bases d'une reconnaissance des plus-values ; que, d'autre part, les *amortissements pratiqués avant-guerre ne sont plus les mêmes que ceux d'aujourd'hui à montant nominal égal*, et qu'enfin, si on amortit en francs-papier un actif estimé en francs-or, par l'application d'un pourcentage constant par année, on ne fait plus qu'un amortissement partiel et pour ainsi dire nul.

La détermination exacte des plus-values demande donc un réajustement qui fera ressortir la plus-value réelle qui seule pourrait être taxée, non pas à un impôt sur le revenu, mais à un impôt spécial dont le législateur a proposé, puis abandonné, la création dans le projet de budget de 1925.

comptes présentés aux actionnaires. Il n'y a là rien *qui soit, en principe différent de ce qui se passe en France*, mais l'abondance des cas d'espèces donne à la pratique anglaise une figure tout à fait différente de la méthode française bien que partant de principes analogues. Nous insisterons longuement sur cette question parce que, nous l'avons vu plus haut, très nombreuses sont les prescriptions relatives à l'assiette de l'income tax qui heurtent de front des pratiques comptables régulières par ailleurs. Si le contribuable français et son contrôleur sont en désaccord, pourvu que l'un et l'autre soient normaux, le désaccord portera sur un point litigieux. Au contraire la réglementation de l'income tax étant très sévère et étroite, *nombreuses* seront les divergences entre le bilan *comptable* et le bilan *fiscal*, divergences inévitables. Ainsi on n'imagine pas une société qui ferait figurer dans le bénéfice qu'elle déclare à son assemblée générale les sommes déjà payées au titre de l'income tax. Normalement elles sont considérées comme une charge de l'entreprise. Cependant le fisc anglais en interdit la déduction du bénéfice parce que l'income tax est considéré, non comme une

charge du bénéfice, mais comme une « appropriation » du bénéfice.

D'une part la société devra donc présenter à son assemblée générale des comptes où l'income tax sera déduit des bénéfices, d'autre part à l'Administration un bilan où le bénéfice comprendra l'income tax. Autre exemple :

Une compagnie a une dette obligataire. Elle doit en payer les intérêts *nets d'impôts* puisque la cédule est perçue à la source et qu'elle est responsable, vis-à-vis du Trésor de la rentrée de cette taxe. Elle est donc dans la nécessité de faire figurer à l'actif du compte de profits et pertes qu'elle présentera à ses actionnaires l'impôt sur l'intérêt annuel de sa dette. Elle n'a pas la faculté de faire autrement. Toute autre façon de procéder serait incorrecte. Mais qu'arrive-t-il lorsque le même bilan est présenté à l'inspecteur des taxes ? Il ne viendra pas soutenir que l'intérêt de la dette obligataire soit un bénéfice de la société, mais cet intérêt sera traité tout comme s'il en était ainsi. Comment en effet, réintégrer cette somme dans le bénéfice taxable ? En la virant de l'actif au passif ; le bénéfice se trouve majoré d'autant.

Nombre d'autres cas peuvent se présenter. Quelques-uns d'entre eux se trouveront d'ailleurs dans l'exemple qui va être appliqué plus loin.

C'est l'abondance de ces cas d'espèces qui donne à la pratique anglaise une figure tout à fait différente de la méthode française, bien que partant de principes analogues, et qui oblige à respecter dans la présentation des comptes pour l'income tax une méthode inflexible tout-à-fait caractéristique de l'esprit anglais. On aurait été surpris de ne pas la retrouver à ce passage de notre étude, car c'est ici que sa nécessité s'impose le plus. Au quoi sert, en effet, d'édicter des règles sévères et précises si des mesures ne sont pas prises non seulement pour *permettre*, mais pour *faciliter* aux inspecteurs des taxes le contrôle de leur stricte observation par tous. La présentation de leurs comptes de façon analogue ne résulte donc pas pour les sociétés d'une prescription générale, mais de la nécessité où elles se trouvent toutes, d'apporter la même solution aux mêmes questions litigieuses, et qui sont en grand nombre.

Il saute aux yeux qu'il existe deux façons

d'établir un compte de profits et pertes en accord avec les exigences de l'income tax.

1° La première consiste à partir du bénéfice net qui ressort du bilan comptable ; on le corrige en ajoutant ce qui est demandé par l'administration, en retranchant ce dont la déduction est autorisée.

2° En portant des bénéfices *bruts* qui seront crédités et débités conformément aux règlements.

La première méthode a l'avantage de permettre la comparaison entre les deux comptes de profits et pertes : fiscal et comptable.

C'est elle qui est le plus souvent employée : elle met l'inspecteur à même de voir d'un coup d'œil quelles modifications ont été faites au bilan comptable pour arriver à la détermination du bénéfice imposable.

Voici une illustration, simplement empruntée à un manuel ¹, des principales transformations que peut subir un compte de profits et pertes selon qu'il est présenté à l'assemblée générale ou à l'inspecteur des taxes.

¹ SPICER et PEGLER, *Income tax, super tax and corporation profits tax*.

Compte de profits et pertes de la société anonyme « L » pour l'année 1921. Le modifier, en partant du bénéfice net qu'il faisait ressortir pour déterminer par l'application des règles de l'income tax, le bénéfice imposable pour 1922.

	£		£
Frais divers	2.000	Bénéfices nets . . .	34.045
Licence annuelle d'exploitation . . .	200	Coupons encaissés nets	390
Dépréciation des im- meubles	320	Loyers encaissés . .	95
Dépréciation du mo- bilier	50		
Loyer	500		
Income tax	960		
Intérêts de la dette obligataire	5.000		
Traitements des di- recteurs	500		
leurs tantièmes . . .	2.500		
Balance (Bénéfices).	22.500		
	34.530		34.530

Voici les modifications qu'il faudra faire subir à ce compte de profits et pertes pour qu'il soit admis à servir de preuve pour la détermination du bénéfice imposable.

De son bénéfice net de £ 22.500, qu'est-ce que la compagnie est autorisée à déduire ?

D'abord tous les revenus qui ont déjà payé l'income tax, soit les coupons encaissés nets, les loyers encaissés nets.

Elle peut ensuite déduire le montant des achats effectués pour le remplacement du mobilier, soit, par exemple £ 21, mais à la condition de réintégrer dans le bénéfice la somme totale qu'elle en avait déduite pour « dépréciation des immeubles ».

Elle peut encore déduire traitements et tantièmes des administrateurs parce que ce ne sont pas des revenus taxables à la source. Ils sont soumis à la cédule E et bénéficient d'un dégrèvement comme « revenus du travail ».

Comme ils feront l'objet, de la part des intéressés, de déclarations et de paiements spéciaux, la compagnie est autorisée à les considérer comme frais généraux. Ayant déjà été déduits du bénéfice brut pour arriver au bénéfice net

de £ 34.530 ils ne seront pas déduits une seconde fois et disparaîtront du bilan final.

Par contre la compagnie ne peut pas déduire du bénéfice brut, pour la détermination du bénéfice net imposable, les intérêts de la dette obligatoire. Ce n'est pas qu'ils soient à considérer comme un bénéfice, mais comme ils doivent payer la *taxe au même taux* que les bénéfices, il a paru plus simple de les incorporer dans ces bénéfices pour que l'impôt soit calculé en une fois.

En ce qui concerne la licence annuelle d'exploitation, elle doit supporter l'income tax avant d'être payée. Son cas est analogue à celui de l'intérêt des dettes obligataires. Elle ne peut, de même, être déduite.

Le compte de profits et pertes se présentera donc de la façon suivante, bien différente de celle dont nous sommes partis :

Compte de profits et pertes pour l'income tax

Débité de £		Crédité de £	
Coupons encaissés nets	390	Bénéfice résultant des comptes . .	22.500
Loyers encaissés	95	Licence annuelle d'exploitation . .	200
Renouvellement du mobilier	21	Dépréciation des immeubles	320
Balance (Bénéfice).	28.524	Dépréciation du mobilier	50
		Income tax	960
		Intérêts de la dette obligataire	5.000
	29.030		29.030

Le bénéfice imposable est donc de 28.524. Si l'inspecteur des taxes admet un amortissement de £ 250 *par an*, le bénéfice imposable devient en définitive de 28.524
250

28.264

Cet exemple tout à fait schématique permet de réaliser combien le travail de l'inspecteur des taxes britannique est simplifié par rapport à celui de son collègue français.

En quelques lignes sont concentrés tous les points susceptibles de faire naître des désaccords, au lieu d'être disséminés dans les volumes d'une comptabilité qui peut être embrouillée à plaisir. Nous n'entendons pas dire, d'ailleurs, que la fraude ne peut naître sur d'autres points ; mais il est déjà intéressant d'avoir pu mettre sur pied une méthode qui la rend difficile, avec des écritures régulières, sur les nombreux points énumérés. Quant aux écritures irrégulières dans le but de frauder le fisc la répression en est au moins aussi sévère qu'en France puisque la prison est souvent appliquée et l'obligation d'avoir des comptables officiels comme commissaires aux Comptes les rend impraticables.

Mentionnons en passant un point délicat soulevé à propos de l'établissement des bilans et pour lequel la loi anglaise est, une fois encore, beaucoup plus sévère que la loi française. Une société a investi des fonds dans l'achat de valeurs mobilières ou autres, qu'elle a portés à son inventaire au cours d'achat ; après quelques

années, elle vient à les vendre à un prix inférieur à son cours d'achat. D'où perte certaine et définitive. En Angleterre il est interdit de déduire cette perte, pourtant incontestable, du bénéfice taxable. Ceci, parce que c'est une perte en capital, et non en *revenu*. Les gains en capital n'étant pas taxés, les pertes ne doivent donner lieu à aucune détaxe. C'est logique, mais très sévère et cette règle peut conduire à de véritables iniquités dans certains cas particuliers. En France la déduction est admise non pas explicitement, mais par le fait que les valeurs en question sont remplacées dans l'inventaire ou la balance de fin d'année par leur prix de vente. Si celui-ci est inférieur à l'estimation de l'année précédente le bénéfice qui résulte de la comparaison entre les deux inventaires est diminué d'autant.

Nous avons plusieurs fois signalé à quelles conséquences rigoureuses pour le contribuable conduit la logique inflexible qui préside à l'application de l'income tax. Mais voici un cas où cette méthode apporte par contre un gros adoucissement à son sort.

Rappelons qu'une compagnie donnée doit faire

au Trésor des versements au titre de l'income tax, de deux façons bien distinctes.

D'une part, en son nom personnel, sur les bénéfices propres qui apparaissent à son compte de profits et pertes une fois qu'il est modifié en accord avec les prescriptions qui régissent l'income tax.

D'autre part, elle doit percevoir la taxe pour le compte du Trésor sur un certain nombre de paiements qu'elle est amenée à faire au cours de son existence sociale, dividendes, intérêts, obligations, rentes, etc. Les sommes que la compagnie doit du premier chef, bénéfices propres, seront toujours inférieures au total de ce qu'elle doit payer au titre de toutes les cédules réunies de l'income tax, bénéfices propres, stopage à la source des impôts sur dividendes, intérêts, arrérages, etc. La loi ayant spécifié que le contribuable doit payer 4 sh. 6 pence sur toute livre de revenu et *non davantage*, il est autorisé à déduire de son income tax sur les bénéfices tout ce qu'il a déjà payé au titre des autres cédules de l'income tax. Il y a là un usage assez particulier et difficile à justifier juridiquement, nous semble-t-il. Le besoin de logique paraît avoir été porté au maximum en ce qui concerne l'applica-

tion à la lettre des textes au détriment peut-être, de leur esprit.

Quoiqu'il en soit, voici un exemple, emprunté lui aussi à un manuel ¹.

Compte de profits et pertes de la société anonyme pour l'année finissant le 31 mars 1924. Aménager les comptes pour établir ce que la société devra payer pour ladite année. (Taux de l'income tax 4 sh. 5 d.)

	£		£
Intérêts obligataires		Bénéfices nets . . .	35.000
5 %	1.000		
Dividendes actions de			
préférence 6 % .	8.000		
Dividendes actions			
ordinaires 3 % . .	16.000		
Fonds de réserve .	5.000		
Bénéfice reporté . .	5.000		
	35.000		35.000

¹ SPICER et PEGLER, *Income tax, super tax and corporation profit tax*.

Comptes pour l'income tax

Aux commissaires de l'income tax 4 sh. 6 sur 35.000 . . .	7.875	I. T. sur intérêts obli- gataires	225
		I. T. sur dividendes actions de préfé- rence	1.800
		I. T. sur dividendes actions ordinaires .	3.600
		I. T. sur Profits et Pertes	2.250
	7.875		7.875

Au lieu d'avoir à payer :

£	
7.875	pour impôt sur son compte de profits et pertes,
225	» » sur les intérêts obligataires,
1.800	» » sur les dividendes d'actions de préf.
3.600	» » sur les dividendes d'actions ordinaires,
13.500	soit, au total 13.500 £.

La compagnie devra payer au total 7.875 £ se justifiant de même façon pour les trois dernières lignes.

De l'impôt sur profits et pertes il n'est prélevé

que la différence entre ce total et le total des trois autres lignes.

§ 4. — La super tax

Son caractère personnel — Exception pour certaines « Limited » privées

L'income tax dont nous venons de voir les principaux détails du fonctionnement est un impôt réel qui frappe le revenu lui-même, indépendamment de la personne du bénéficiaire. S'il y a des différences dans ce fonctionnement, elles tiennent précisément aux différentes natures des revenus. La super tax est au contraire un impôt personnel dont l'étude sort par conséquent du cadre de ce travail. Il en sera cependant dit quelques mots parce qu'on ne peut absolument séparer en matière fiscale la personnalité de l'entreprise de celle de l'actionnaire et parce que, dans certains cas particuliers la compagnie limited verra ses bénéfices propres taxés comme si elle était personne physique et soumise à la super tax.

La super tax, impôt personnel n'atteint donc que les personnes physiques et non les personnes morales telles que sociétés anonymes. C'est pres-

que exactement la même chose que notre impôt général sur le revenu qui en est, d'ailleurs, une reproduction. Les fonctionnaires chargés de son assiette sont, non plus, les commissaires généraux mais les commissaires spéciaux. Son assiette est déterminée par la somme des revenus de toutes natures tels qu'ils sont déjà retenus pour le calcul des différentes cédulas de l'income tax. C'est un impôt de superposition, les taux qui vont être énumérés doivent donc s'entendre *en plus* du taux actuel de l'income tax de 4 sh. 6. Ils sont actuellement de :

0 % sur les premières 2.000 £ de revenus				
9 d. par £	sur les	500 £	suivantes	
1 sh. 0 d.	» »	500	»	»
1 sh. 6 d.	» »	1.000	»	»
2 sh. 3 d.	» »	1.000	»	»
3 sh. 0 d.	» »	1.000	»	»
3 sh. 6 d.	» »	2.000	»	»
4 sh. 0 d.	» »	2.000	»	»
4 sh. 6 d.	» »	5.000	»	»
5 sh.	» »	5.000	»	»
5 sh. 6 d.	» »	10.000	»	»
6 sh. 0 d.	sur le reste			

Il est remarquer que, si les taux de l'income tax sont élevés, ils s'appliquent à des revenus beaucoup plus considérables que ceux correspondants de l'impôt général sur le revenu en France.

C'est ici le moment d'expliquer le cas où une compagnie limited peut être soumise à la super tax. Il est curieux et montre que le même système d'impôt engendre les mêmes tentations de fraude dans les pays où il est mis en œuvre et par les mêmes moyens. Mais il montre aussi la volonté inflexible du fisc anglais de mettre tous ses contribuables sur un pied d'égalité absolue et de faire ce qu'il faut pour cela. On ne peut manquer de signaler combien les Anglais considèrent cette recherche de l'égalité comme le premier devoir de leurs administrations fiscales et d'opposer cette attitude à la très molle ardeur mise en France pour atteindre au même but.

Depuis que la super tax atteignit les taux élevés actuels, c'est-à-dire depuis la guerre, la fraude suivante prit naissance et se développa. Des personnes qui tiraient leurs revenus d'une même entreprise ou d'un même placement, et qui par l'importance de ceux-ci se trouvaient frappés par la super tax à des taux élevés eurent l'idée de constituer en compagnie limited

« privée » leur entreprise ou la source de leurs revenus. Le qualificatif « privée » fut ainsi défini par le finance act de 1922, « moins de cinq actionnaires et souscription du capital à aucun moment ouverte au public ». Ayant ainsi le contrôle de leur entreprise, les contribuables visés distribuaient des dividendes pas trop élevés de manière à n'être frappés que par l'income tax, ou les taux inférieurs de la super tax. Le reste du bénéfice se trouvait disséminé dans les réserves diverses ou reporté, et après accord entre eux, lesdits actionnaires prélevaient des sommes importantes à la société par le moyen de comptes courants.

L'intérêt débiteur demandé était très faible et aucune date de remboursement n'était spécifiée. Ces emprunts à la société, en compte courant, étaient précisément rendus possibles par les bénéfices non répartis et mis en réserve. C'était, somme toute, une façon commode de les distribuer sans payer la super tax, l'intérêt demandé pouvait au besoin être nul et les actionnaires étant entr'eux, le remboursement de la dette pouvait n'être jamais exigé.

Lorsque cette fraude fut décelée, des pouvoirs spéciaux furent donnés en 1922 aux commissaires

spéciaux qui peuvent aujourd'hui, après étude de la comptabilité déclarer que des bénéfices ont été dissimulés et porter d'office au crédit des actionnaires partie du bénéfice de la compagnie.



CONCLUSION

Que déduire de ce bref parallèle entre les méthodes fiscales anglaise et française, qui soit à la fois certain et pratique.

D'abord qu'aucun des deux systèmes n'est, non pas parfait, ni même simplement exempt de gros reproches.

Si le système français est visiblement hâtif, empirique et dépourvu de plan d'ensemble, la méthode anglaise pousse parfois la logique jusqu'à des conséquences fort sévères et même iniques pour le contribuable¹. Prenons pour

¹ Il est difficile de concrétiser en une courte formule le mélange de raideur méthodique et d'individualisme qui compose la méthode britannique. Qu'on en juge par la citation suivante extraite du budget speech du Chancelier de l'Echiquier, M. Winston Churchill, à la Chambre des Communes le 11 Avril 1927 :

« Je signale un changement apporté à l'impôt sur les voitures automobiles employées uniquement pour les besoins de l'agriculture. Par suite de la différence d'inter-

exemple le cas où il ne peut déduire de son bénéfice taxable la perte pourtant devenue définitive qui résulte pour lui de la vente d'un élément d'actif à un cours inférieur à son cours d'achat. Ceci sous le prétexte que ce qui intéresse le capital doit être laissé de côté lors de la détermina-

prétation par les tribunaux d'Angleterre et ceux d'Ecosse, les camions automobiles utilisés uniquement par l'agriculture sont imposés en Ecosse comme voitures *commerciales* et en Angleterre comme *locomotives*. »

Autre exemple : « La deuxième particularité, c'est que le comté de Lancastre a un régime qui lui est propre. Les ordres émanés du chancelier d'Angleterre y sont en effet inapplicables. Son administration, dans ses rapports avec le gouvernement, relève d'un chancelier spécialement chargé de signer les ordres qui le concernent. Cette anomalie s'explique historiquement. En 1399, le duc de Lancastre détrôna Richard II et monta sur le trône d'Angleterre sans toutefois réunir son duché à la Couronne. Lorsque Henri VI, petit-fils de l'usurpateur fut en 1461 détrôné par Edouard IV, un acte du parlement réunit le duché de Lancastre à la Couronne, mais en lui laissant un régime distinct. De là cette anomalie qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours. »

Extrait de Charles VALFRAMBERT, *Régime municipal et institutions locales de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande*.

Lorsqu'un nouveau ministère est constitué en Angleterre, l'un de ses membres occupe les fonctions de « Chancelier du Comté de Lancastre ».

Voici l'explication de cette particularité qui n'est pas sans surprendre au premier abord.

tion du revenu. Et cependant cette recherche d'une construction logique à tout prix part d'un motif excellent : laisser le moins possible à l'arbitraire des inspecteurs ou aux hasards de la justice en une matière importante et délicate entre toutes : la répartition des impôts.

La citation suivante résume et précise fidèlement la méthode suivie en matière fiscale par l'administration anglaise ¹. « Si la personne visée tombe sous la lettre de la loi, elle doit être taxée, quelque dur que cela puisse paraître du point de vue juridique. D'autre part, si la Couronne, cherchant à percevoir la taxe, ne peut faire tomber le contribuable sous le texte de la loi, il reste libre, même si par ailleurs, le cas paraît bien rentrer dans *l'esprit* de la loi. En d'autres termes, si ce qu'on appelle une construction équitable, une théorie, est admissible dans certains cas, indubitablement il ne saurait en être ainsi en matière d'impôts, où l'on doit simplement s'en tenir aux *termes* de la Loi. »

Ce besoin de logique, cette volonté de s'en tenir à un texte écrit, clair et complet, voté par

¹ SPICER et PEGLER, *Income tax, super tax and corporation profits tax*.

le parlement sont à rapprocher de la façon dont furent votées certaines lois fiscales françaises (double décime). Devant une nécessité budgétaire pressante, un texte est déposé, hâtivement rapporté, inapplicable une fois voté. Il faut que des décrets en Conseil d'Etat, des décisions de jurisprudence en précisent non pas les côtés accessoires, comme en Angleterre, mais souvent les points essentiels, ceux qui donnent au projet de loi sa véritable physionomie. Les exemples ne sont pas introuvables où une loi fut, une fois votée, suivie de décrets réglementant son application, qui l'ont profondément modifiée. Rappelons l'introduction en France des impôts sur les revenus, par des lois successives. Il a fallu, par exemple, attendre qu'un jugement du Conseil d'Etat ¹ soit venu dire sous quelles conditions la

¹ Distribution par une société à ses actionnaires, de tout ou partie des réserves, sous forme d'actions nouvelles et gratuites.

Art. 1.126

I. — Impôt général sur le revenu. Transformation facultative des réserves en actions. Mise à la disposition des actionnaires anciens. Souscription volontaire aux titres nouveaux. Impôt général exigible.

II. — Réserves sociales transformées obligatoirement

distribution gratuite d'actions par une société à ses actionnaires est passible de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Pour qu'elle y échappe, il faut que l'actionnaire n'ait eu à aucun moment la possibilité de toucher la valeur de ces actions sous une forme liquide. On ne peut nier l'importance de cette décision au point de vue de ses conséquences pratiques, tant du fait du taux élevé de l'impôt que par suite de l'ampleur des distributions de réserve par les sociétés de capitaux, au moyen de la distribution gratuite d'actions nouvelles. Dira-t-on que la solution adoptée était véritablement contenue en substance dans le texte de la loi et que les députés qui l'ont votée pouvaient s'attendre à ce que pareille interprétation et extension soit donnée à leur œuvre ? Même si cette interprétation est logique, ce qui est discutable, il y a lieu

en actions nouvelles attribuées aux actionnaires anciens.

Non mise à la disposition du contribuable de ces réserves. Conditions restrictives mises à la transmission des nouveaux titres. Impôt général non dû.

I. — Lorsqu'une somme prélevée sur les réserves est mise par une société à la disposition de ses actionnaires avec faculté pour ceux-ci de l'employer, avant son versement effectif, à la souscription d'actions nouvelles, et que l'actionnaire emploie volontairement à cette souscription

de la rapprocher des exemples déjà donnés où furent adoptées en Angleterre dans des cas également litigieux, entre toutes les solutions possibles celle qui se rapprochait le plus de la lettre de la loi. Il serait à souhaiter que

la quote-part lui revenant dans les réserves distribuées, cette circonstance ne modifie pas le caractère des sommes réparties entre les actionnaires, lesquelles doivent entrer en compte pour la détermination du revenu du contribuable.

II. — Lorsqu'une société par actions décide de prélever sur ses réserves une somme déterminée afin de l'affecter à la libération d'un capital nouveau correspondant, représenté par des actions nouvelles attribuées obligatoirement aux actionnaires anciens jusqu'à concurrence des droits de ceux-ci dans les réserves, on ne peut dire que la somme ainsi prélevée sur les réserves est mise à la disposition des actionnaires anciens, alors surtout que ceux-ci, à raison des conditions restrictives imposées par les statuts pour la transmission des actions, n'ont pas la faculté de céder librement les nouveaux titres.

Par suite, l'actionnaire n'a, dans ces circonstances, disposé ni de sommes, ni de valeurs constituant un revenu rentrant parmi ceux énumérés à l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914 et à l'article premier du décret du 17 janvier 1857.

Conseil d'Etat, 15 Février 1923 (2 arrêts)

Extrait de la *Revue des Impôts sur le Commerce et l'Industrie*, Article 1.126 tome 1.065, 1295, p. 192.

chez nous les textes de lois fiscales fussent à l'exemple de l'Angleterre plus clairs et plus complets, immédiatement applicables, et laissent le moins possible à l'interprétation. Il serait également à souhaiter qu'un plan ou au moins une tendance unique préside à l'élaboration des lois fiscales à l'avenir afin de tendre à la belle unité de l'income tax ou du moins à éviter les continuels remaniements des mêmes impôts qui ont eu lieu ces dernières années. Par quelles vicissitudes le chiffre d'affaires n'est-il pas passé avant d'en arriver à sa forme définitive actuelle !

Nous touchons ici du doigt une des principales différences entre les deux systèmes d'impôts étudiés. Au moment de fournir un gros effort fiscal, l'une des nations dut faire subir à ses méthodes trop vieilles une refonte complète alors que l'autre se contentait de continuer dans les siennes une évolution séculaire devenue déjà plus rapide depuis une dizaine d'années, au moment de la guerre, par suite de l'évolution continuelle de sa structure sociale. Depuis des siècles la nation anglaise a su s'éviter une révolution, uniquement parce que toutes ses classes ont su faire à *temps* les efforts et sacrifices néces-

saires pour s'adapter aux besoins nouveaux ¹ ; le seul siècle dernier a compté chez nous combien de révolutions ou crises intérieures graves ? Dans les deux pays l'histoire de l'évolution fiscale a été inspirée à ce sujet par les mêmes causes que l'histoire intérieure. En Angleterre, évolution incessante et continue, chez nous longue stabilité absolue suivie de réactions violentes et dangereuses. L'expérience permet de préférer l'évolution anglaise. Souhaitons que le plus dur de notre rajeunissement fiscal soit fait et qu'en tous cas, instruits par l'expérience sur la difficulté d'une réadaptation nous ne laissions pas vieillir l'instrument tel qu'il est. Des modifications lui seront nécessaires ; il faudrait que les groupements pro-

¹ A rapprocher des lignes suivantes qui, écrites au début de la troisième République, ont peut-être un peu vieilli.

« L'aristocratie anglaise a, comme le Sénat romain, un admirable esprit de gouvernement. l'art. et. pour ainsi dire, le tact de résister et de céder à propos ; elle ne représente pas le culte aveugle du passé, mais l'esprit de suite ; elle empêche, dans la marche progressive de la Nation, les solutions de continuité ; grâce à elle, les progrès entrent dans les mœurs avant de s'accomplir dans les lois. »

(*Etude sur Lord Broughan*, par FRANCK-CHAUVEAU).

« De son côté, l'aristocratie (française) n'a rien appris et n'a rien oublié. Inhabile à diriger le cours des idées

fessionnels, députés et commissions spécialisées ne les laissent pas s'accumuler au point de les rendre un jour irréalisables sans une sorte de révolution. Par les époques agitées que nous traversons, les institutions vieillissent vite. Déjà l'on s'aperçoit que les impôts actuels, sans même parler de leur poids excessif qui paralyse l'activité normale dépouillée du fruit de ses peines, alors que la spéculation échappe pratiquement à toute charge, rendent presque irréalisables en France les participations d'entreprises qui sont une des caractéristiques de l'économie moderne. Deux entreprises, dont l'une fournit à l'autre la matière première qu'elle transforme ont souvent intérêt à s'entendre et à travailler

modernes, sourde à la voix de l'opinion publique, pleine de haine et d'envie pour les élévations qui se sont faites sans elle, contre elle, elle se désintéresse le plus souvent des affaires publiques et locales, ou n'y prend part que pour s'insurger contre les principes nouveaux et entraver leur développement. Sa conduite politique se définit d'un mot : ou bien c'est une abdication sans dignité, ou c'est une protestation stérile contre les arrêts de l'histoire. Dans les deux cas, l'aristocratie fait acte d'impuissance, et ce rôle est le sien pour toujours ! Certes, nous sommes bien loin de la politique traditionnelle de l'aristocratie anglaise. »

Charles VALFRAMBERT, *Régime municipal et institutions locales de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande*, 1873.

d'accord plutôt qu'à se concurrencer ou à obtenir l'une de l'autre des conditions maxima. La difficulté en de tels contrats est de partager les bénéfices à résulter de l'accord. La meilleure façon de la résoudre, la plus employée, la seule qui donne entièrement satisfaction et qui soit une garantie de la bonne foi des parties en cause, c'est la participation, l'échange d'actions. Lorsque chacune des deux parties en cause a, par exemple, une participation de 30 % du capital de l'autre, leurs intérêts sont, pratiquement, devenus communs. On est ainsi conduit à des suppressions de frais généraux, des abaissements de prix de revient, des concentrations d'entreprises, dont profite l'économie générale du pays. On voit d'un coup d'œil combien le système fiscal français, loin de faciliter ces groupements qui permettraient à l'industrie française d'être simplement à égalité avec ses concurrents allemands ou anglais les entrave au point de les rendre souvent plus coûteuses qu'utiles¹. Malgré

¹ Extrait du budget speech du Chancelier de l'Echiquier, M. Winston Churchill, à la Chambre des Communes, le 11 avril 1927.

Allègement de l'impôt sur les Sociétés.

» Un certain nombre de points secondaires concernant

une participation entre deux entreprises liées d'intérêt et dont l'une est cliente de l'autre, la première paiera 2 % du chiffre d'affaires sur toutes les fournitures que lui fait la seconde. Ces deux entreprises qui ne font à l'Etat aucun tort du fait de leur indépendance seront, du fait de l'Etat, à cause de leur indépendance frappées d'une amende de 2 % par rapport à l'entreprise « intégrée ».

Ceci n'est rien par rapport à l'observation suivante. Nous avons dit que chacune des deux entreprises a, par exemple, en portefeuille 30 % du capital de l'autre. C'est pour leur permettre d'être intéressées, par les dividendes qu'elles en-

les impôts d'Inland Revenue feront l'objet de propositions dans la Loi de Finances. Je ne citerai que les plus importants.

» La charge que constituent pour les compagnies l'impôt sur le capital (capital duty) et les droits de transfert, chacun étant de 1 %, est, de l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, un obstacle injustifié à la fusion et à la reconstitution des sociétés.

» Je propose d'accorder un allègement de ces impôts, d'après les recommandations de la commission qui a étudié les amendements à apporter aux « Compagnies Acts ». Cet allègement sera appliqué à partir du jour du vote de la loi de finances de 1927. Cette mesure n'est pas rétroactive ».

caisseront, aux bénéfices l'une de l'autre. Or, l'impôt sur les dividendes est de 18 %, et le bénéfice distribué a payé 15 % de taxe ; donc les bénéfices payés par une société à l'autre paieront environ 33 % d'impôts. Dans quel cas les bénéfices à escompter de la participation seront-ils assez importants pour permettre de passer outre à une pareille pénalité ? Les entreprises anglaises qui voudront s'unir ne paieront pas la taxe sur le chiffre d'affaires, et les bénéfices de l'une qui, sous forme de dividendes entreront dans le bilan de l'autre n'auront payé lors de leur distribution aux actionnaires de cette dernière que l'income tax, *une seule fois*. Que l'on se reporte à la manière dont les comptes de l'income tax sont établis, qui autorise formellement à déduire du bénéfice taxable tous les coupons ou dividendes encaissés nets. Par le fait d'un système fiscal à peine né et déjà trop vieux, l'industrie française est mise dans l'impossibilité de lutter contre ses concurrentes à armes égales. C'est un exemple. Il y en a d'autres et qui prouvent quel besoin urgent il y a pour notre structure fiscale d'évoluer à l'exemple des institutions anglaises peu à peu et avec le moins d'à coup possible.

Souhaitons cette évolution sans trop l'espérer.

L'histoire de France avec ses redressements magnifiques succédant à des situations désespérées peut laisser craindre que, dans l'avenir comme par le passé, le tempérament national ne porte à préférer aux solutions patientes et méthodiques les efforts brillants et vigoureux, hélas intermittents.

Nous avons essayé au cours de ces chapitres de traduire non pas la tendance, mais la volonté de la nation anglaise d'établir avant tout l'égalité entre les contribuables ¹. Si on ne peut y parvenir que par des mesures très sévères pour l'ensemble, elles seront adoptées de préférence à d'autres plus douces, mais qui permettraient à

¹ A rapprocher des lignes suivantes extraites du budget speech du chancelier de l'Echiquier, M. Winston Churchill, à la Chambre des Communes, le 11 avril 1927.

« Fissures dans la loi d'Impôt.

» Au cours des débats financiers de l'année dernière, il a été question de diverses fissures dans la loi, qui permettent au contribuable d'esquiver une partie de la charge des impôts d'Inland Revenue. L'honorable M. Radford a signalé, en termes énergiques, la perte de supertax qui pouvait résulter de ce fait. J'ai étudié l'ensemble de la question. Voici mes conclusions.

» Il n'existe pas au monde de système d'impôts directs établis plus scientifiquement ou administré plus efficacement que le nôtre ; aucun contribuable ne s'acquitte de ses

quelques-uns de passer entre les mailles. L'égalité dans l'oppression plutôt que l'injustice même légère. A rapprocher de l'état d'esprit absolument habituel dans certaines classes et provinces de France où frauder le fisc n'est pas voler, mais faire preuve d'habileté et s'acquérir l'admiration et l'estime de ses concitoyens. Ceux-ci ne veulent même pas s'apercevoir qu'ils paieront, *eux, en plus de la leur*, la part d'impôts dont l'homme qu'ils admirent a réussi à se décharger.

obligations avec plus d'empressement que le contribuable britannique.

» D'autre part tout le monde connaît la maxime de Lord Sammer au sujet de l'évasion légale. Il dit : « Les plus » hautes autorités ont toujours admis que le sujet a le droit » d'arranger ses affaires de manière à ne pas payer les » impôts établis par la Couronne, dans la mesure où il peut » le faire légitimement dans les limites de la loi ». Sans contester cet axiome, c'est le rôle du gouvernement de rechercher les fissures et d'y proposer des remèdes de temps en temps. L'enquête à laquelle je viens de me livrer avec la collaboration d'une commission de cabinet et de l'attorney général, révèle qu'il existe des moyens légaux de se soustraire en tout ou en partie à l'impôt, en particulier au supertax et aux droits de succession. Le gouvernement de Sa Majesté estime le moment venu de présenter au Parlement quelques propositions sur les principaux aspects du problème. La perte n'est pas encore très grande. La production du super tax et de l'impôt de succession, même en cette année de difficultés, en est la preuve. Cependant, il est de notre devoir de calfeutrer ces fissures autant

L'uniformité du taux de l'income tax appelle l'attention sur l'absence de préoccupations sociales ou politiques qui a présidé à son développement. Il nous paraît à peine concevable qu'un impôt puisse être élaboré et voté uniquement dans le but de percevoir de l'argent, sans que ce soit contre une classe ou pour une autre. Et pourtant il semble bien, que, ces dernières années du moins, il en ait été ainsi en Angleterre. La con-

que possible, avant que les fuites soient si nombreuses, que les recettes en souffrent. »

Sir F. Wise. — « Est-ce que cela concerne également les Iles de la Manche ? »

M. W. Churchill. — « Le gouvernement a demandé la coopération des gouvernements des Iles de la Manche pour combattre les évasions d'impôts des résidents britanniques qui émigrent à Jersey ou à Guernesey.

» Je ne demanderai à la Chambre d'examiner la question en détail que lorsque les négociations qui sont menées activement et résolument auront pris fin.

» Je proposerai des dispositions destinées à renforcer la section 21 de la loi de finances de 1922, qui prévoit l'évasion des supertax au moyen de la Société à un seul membre (one-man company). Je vous soumettrai une loi destinée à prévenir l'évasion du super tax par la vente des titres «cum» dividendes et leur rachat immédiat après ; j'en profiterai pour donner satisfaction à un grief très ancien du contribuable de super tax — à savoir, la charge excessive qui lui incombe lorsque les dividendes de deux années sont déclarés dans une seule année d'impôt sur le revenu. »

ception chère à une partie de nos législateurs, de « l'impôt moralisateur » n'a pas eu grande influence sur les impôts anglais tel qu'ils existent actuellement. Il faut certainement y voir une cause de leur perfection relative. Il est toujours difficile de réaliser une institution qui réponde à plusieurs buts, simultanés. A plus forte raison est-ce difficile, quand chacun des deux buts visés est lui-même presque irréalisable. Or, quoi de plus difficile que de rétablir la justice en corrigeant les excès des irrégularités sociales d'une part, et de faire rentrer des sommes importantes atteignant une fraction considérable du revenu national, d'autre part ? Il n'est pas douteux cependant que le système fiscal français répond à la fois à ces deux désirs. Certains impôts n'ont pu être créés que parce qu'aux yeux d'une fraction au moins du Parlement et de l'opinion publique, ils avaient un caractère social très accusé. Ils porteront toujours la trace de cette faute originelle dans leur conception. Le taux et le fonctionnement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, et de l'impôt sur les bénéfices agricoles portent visiblement l'empreinte des préoccupations au milieu desquelles ils ont vu le jour : protéger les agriculteurs, charger la société anonyme. Il ne

nous appartient pas de trancher si le rôle de l'impôt est ou non de tendre à réaliser un idéal d'égalité sociale. Nous pouvons dire en tout cas que son autre rôle qui est d'alimenter en argent les pouvoirs publics a souffert de ce partage. Ce n'est pas là un des moins utiles emprunts que nous pourrions faire aux méthodes anglaises que d'imiter leur impartialité politique en matière fiscale ¹.

Si les institutions furent si nettement imparfaites comment, dans les deux pays, le système a-t-il pu fonctionner? D'abord il a créé de part et d'autre des iniquités sans nombre. Il faut remonter aux plus mauvais jours de l'histoire pour retrouver dans une mesure comparable des classes sociales aussi gravement atteintes dans leurs fortunes pendant que d'autres jouissaient

¹ A l'appui de l'impression, — de la tendance, exprimée dans ce paragraphe, lire l'extrait suivant du discours du Chancelier de l'Echiquier, M. Snowden, à la Chambre des Communes, le 29 Avril 1924. Cette citation prend toute sa valeur de ce fait que M. Snowden était le Ministre des Finances du Cabinet *travailliste* Ramsay Macdonald.

« Il existe un autre impôt de l'Inland Revenue, c'est l'*impôt sur les bénéfices des sociétés*. Ceux qui l'ont imaginé ne l'aimaient guère. Il fut vilipendé par ses tuteurs successifs, condamné par tous les partis, en particulier par le « Labour Party » (!) Il fut amputé par M. Baldwin, il

d'une immunité complète. Grâce à la dispersion de la fortune, en France, peu de personnes ont vu tous leurs intérêts également maltraités. Il faut voir là une des causes principales du caractère particulier de notre système fiscal.

Mais de plus, il n'est pas niable que dans les deux pays, tant contribuables qu'agents du fisc, aient, dans l'ensemble fait preuve de belles qualités morales. Les contribuables se sont, pour la plupart, vite rendus compte de leurs devoirs vis-à-vis de la collectivité et ont accepté le principe de leur participation énorme aux charges publi-

y a un an (1923). Manifestement il n'attend plus que le coup de grâce.

» Je ne crois pas que ses promoteurs aient voulu autre chose que ceci : A l'époque où le commerce allait très bien et où les impôts étaient lourds, lorsque les recettes étaient moins nécessaires qu'aujourd'hui, cet impôt semblait moins mauvais que d'autres qu'on aurait pu proposer. Les circonstances ont bien changé. Le commerce va mal. Les capitaines d'industrie, les grands industriels, sont unanimes à dire que l'impôt sur les bénéfices des sociétés est l'un des facteurs qui entravent le développement du commerce.

» C'est pourquoi à mon avis, le moment est venu de faire disparaître l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Je propose de le maintenir jusqu'au 30 juin prochain (1924). En d'autres termes les bénéfices réalisés après cette date seront absolument exempts d'impôts. »

ques. Un bel élan animait alors tout le monde, il est vraisemblable qu'aujourd'hui, plus éclairé sur les inégalités voulues qui resteront une des caractéristiques de notre système actuel, sa bonne volonté est moindre. Les administrations fiscales ont, de leur côté, fait preuve de qualités méritoires. Dans nombre de cas, par la complexité des textes, et par les pouvoirs considérables à elles attribués, le contribuable fut à leur merci. Des recours d'importance vitale attendirent très bien leur jugement plusieurs années ; une jurisprudence neuve et très fiscale conduisait à des solutions en contradiction absolue avec le droit civil ou commercial. Cependant le système a fonctionné grâce au désintéressement et à la probité de ses fonctionnaires et à leur fermeté morale, d'autant plus belle si l'on songe aux traitements de misère servis à des hommes qui, au prix d'un labeur ardu et écrasant, contrôlaient des fortunes, et à l'atmosphère presque de guerre civile au milieu de laquelle ils ont souvent travaillé.

A quelque chose malheur est bon. Les lourds impôts ont été un élément de paix intérieure. Longtemps le souvenir de gros bénéfices gagnés pendant la guerre aurait pesé sur les rapports entre les classes sociales. Aujourd'hui, dans les

deux pays, par suite des excès de toute nature dans les charges fiscales et leur répartition, il n'est personne qui ne sache que le travail de chacun, quelque soit son rôle dans la hiérarchie sociale lui profite à peine autant qu'à l'Etat. Et l'on voit nombre d'anciens adversaires déterminés du capital, sous-estimant maintenant la part de l'Etat et de sa protection dans la prospérité de chacun, comprendre et apprécier à sa vraie valeur l'utilité du capital, aujourd'hui insuffisamment rémunéré pour son rôle nécessaire et ses risques.

ANNEXE I

COMITÉ CENTRAL D'ETUDES
ET DE DÉFENSE FISCALE
31, rue de Valois

Mars 1926

LES CHARGES RESPECTIVES DES CONTRIBUABLES FRANÇAIS ET ANGLAIS

Comparaison entre les sociétés anonymes françaises et les limited companies anglaises

Nous avons été sollicités à diverses reprises de déterminer les charges respectives que supportent, du fait de l'impôt, l'ensemble des contribuables français, d'une part, et, de l'autre, l'ensemble des contribuables de différents pays étrangers.

Bien qu'au cours de ces dernières années des revues et des ouvrages économiques d'une haute valeur scientifique — la revue américaine *Political Science Quarterly* en 1924, sous la signature du professeur Seligman, l'*Economist* de Londres en mars 1925, la *Statistique Générale de la France* en juillet 1925, et les auteurs américains de *The French Debt Problem* en octobre 1925, n'aient pas craint de produire à ce sujet des chiffres qui, d'ailleurs, sont assez concordants pour paraître serrer de près la vérité, nous n'avons

pas cru cependant devoir entreprendre nous-mêmes une étude de ce genre. Une telle étude suppose, en effet : 1° une connaissance suffisamment exacte du montant des revenus et des capitaux des pays pour lesquels on s'efforce d'établir l'intensité de la pression fiscale ; 2° l'emploi d'un étalon monétaire commun pour chiffrer la valeur des revenus et des capitaux des différents pays sur lesquels porte la comparaison ; 3° la possibilité d'apprécier l'importance des services rendus respectivement aux différentes collectivités nationales au moyen des dépenses inscrites dans les dépenses budgétaires.

Or, les évaluations qui, aujourd'hui, peuvent être faites des revenus et des capitaux français nous apparaissent comme reposant sur des données trop arbitraires, sur des éléments trop incertains. L'instabilité de notre franc est, d'autre part, trop grande pour que la conversion puisse en être faite sur la base d'un cours moyen facilement admis par tout le monde ; l'on peut même, d'ailleurs, soutenir qu'il n'est pas nécessaire de calculer une conversion quelconque et que, après avoir établi un pourcentage de la charge fiscale dans chaque pays, il suffit de comparer ces pourcentages. Enfin sur le troisième point, les observations formulées par M. Alberto Pirelli, dans la remarquable communication qu'il a donnée l'an dernier au Congrès de la Chambre Internationale de Bruxelles, semblent très solidement fondées et elles s'opposent à ce que l'on puisse tenter, même les deux premières difficultés résolues, d'émettre une appréciation sur le véritable « degré d'intensité de la pression fiscale » dans des pays différents.

Si, au contraire, on borne son effort à rechercher quelle somme d'impôts grève dans divers pays *un même bénéfice* ou *un même revenu*, le problème se trouve dégagé des multiples inconnues qui rendent à peu près insoluble le problème de la taxation générale et l'on peut alors aboutir à des conclusions probantes

C'est parce qu'il s'est limité à la recherche du *prélèvement fiscal*, opéré tant en France qu'en Angleterre *sur le bénéfice réalisé par une société commerciale*, que M. Monsarrat, conseiller-légal de la Chambre de Commerce Française de Londres, a fait une œuvre non moins précise qu'instructive ; aussi, croyons-nous devoir communiquer à nos adhérents, d'après un article publié par l'*Economiste Français*, dans son numéro du 13 Mars 1926, sous la signature de M. O. Ménars, les conclusions de la communication de M. Monsarrat et pouvoir, sur cette base, fournir un exemple reposant sur un même chiffre de bénéfices donné pour une *limited company* en Angleterre et une société anonyme en France.

France. — Le bénéfice réalisé par une société anonyme supporte en France :

1° l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux au taux de 9.60 % (8 % + 2 décimes), porté exceptionnellement pour 1925 à 14,40 % du fait de la majoration de 50 % instituée par la loi du 4 décembre 1925. (Notons, à ce propos, que le projet fiscal resté en suspens par la chute du Ministère Briand-Doumer contient un article adopté par la Chambre et par le Sénat en vertu duquel cet impôt doit être à l'avenir de 10 %.)

2° la taxe sur le revenu des valeurs mobilières au taux normal de 12 % porté à 18 % pour 1925.

3° l'impôt général sur le revenu dont le taux moyen, en ce qui concerne chacun des éléments du revenu net, dépend de la somme payée sur la base du total de ce revenu. (Rappelons que pour 1925 également l'impôt global a vu son taux majoré de 20 %.)

Angleterre. — En Angleterre, le même bénéficiaire ne paye en général, qu'un seul impôt : celui de l'income tax qui est actuellement de 4 sh. par livre, soit de 20 %. Il ne serait atteint, de plus, par la supertax, que s'il entraînait dans le revenu d'un contribuable ayant plus de 2.000 livres de revenu soit, au cours actuel de 135 francs la livre, plus de 270.000 francs de revenu en France.

*
* *

Sur la base de ces données, nous avons établi l'exemple suivant :

EXEMPLE

Une société anonyme française et une limited company anglaise.

Ces deux sociétés ont réalisé en 1924, et réparti en 1925, la société française, composée de 7 personnes, un bénéfice de 700.000 francs, la limited anglaise, de 7 personnes également, un bénéfice en livres équivalant à 700.000 francs français de 1924, la livre étant prise au cours moyen de 100 francs.

Limited company anglaise

Un seul impôt : income tax à 4 sh. par livre soit 20 %.
Les membres de cette société subissent donc une retenue

fiscale de un cinquième de leur revenu ; ils toucheront donc net 80 % du revenu gagné par la société.

Société française

Les calculs à effectuer pour déterminer le montant du prélèvement fiscal en France sont beaucoup plus longs.

1° Impôt des bénéfices industriels et commerciaux en 1925, majoration de 50 % de la loi du 4 décembre 1925 comprise :

$$14.40 \% \text{ sur } 700.000 = 100.800$$

2° Retenue de la taxe sur les valeurs mobilières 18 % (en supposant les actions nominatives) sur 599.200 = 107.866

A répartir entre les 7 actionnaires :
491.334 dont le septième égale 70.190 frs
57 centimes.

3° Si l'on suppose que chacun des actionnaires n'a pas d'autre source de revenu, cette somme de 70.190,57 sera, pour chacun d'eux, le revenu net imposable au revenu global pour laquelle il paiera
5.163 frs en chiffre rond ¹ $5.163 \times 7 = 36.141$

Total : 244.807

¹ Il a été tenu compte de l'abattement de base de 7.000 francs.

Le total des impôts prélevés sur le bénéfice de 700.000 francs est de 244.807 francs soit 34,97 % ¹ et ².

Si les *actions* sont *au porteur* il faut ajouter à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières la taxe de transmission qui est actuellement de 0,84 % du cours moyen du titre pendant l'année précédente.

Supposons donc, en revenant à l'exemple que nous avons pris, que : 1° les 700.000 francs de bénéfices faits permettent la distribution d'un dividende égal à 10 % de la valeur nominale des actions ; 2° que les actions soient des actions de 500 francs et 3° que la valeur moyenne du cours de l'année précédente soit la valeur au pair. La valeur du capital de l'entreprise est donc de 7.000.000 répartis en 14.000 actions ; chacun des 7 actionnaires est supposé possesseur de 2.000 actions, soit de un million.

Il y aura à ajouter un nouveau prélèvement fiscal de 58.800 francs si toutes les actions sont au porteur.

Dans ce cas, chaque actionnaire n'aurait touché net que 61.970,57 francs ; ce serait cette somme qu'il devrait déclarer à l'impôt global et pour laquelle il paierait en chiffres ronds 3.940 francs.

¹ L'impôt, en Angleterre, n'atteint pour 1925 que 20 % ; il atteint en France, dans l'exemple pris, 35 % en chiffres ronds.

² « L'actionnaire d'une limited en Angleterre peut obtenir un remboursement du fisc anglais si le *montant* de son revenu n'est *pas imposable* au « *taux statutaire* » de la taxe ». Il faut entendre par cette formule les nombreux abattements, tant en ce qui concerne la fraction de revenu entièrement exemptée que celles qui bénéficient de l'application d'un taux de taxation réduit par rapport au taux général de l'income tax tel que le fixe chaque année la loi anglaise du budget.

En France, les impôts payés sont définitivement acquis.

Le total des impôts perçus sur les 700.000 francs se décomposerait donc comme suit :

Impôt des bénéfices ind. et commerciaux.	100.800
Revenu des valeurs mobilières	107.866
Taxe de transmission	58.800
Impôt global (3.940×7)	27.580
	295.046

Le pourcentage de l'imposition atteint dans cette hypothèse 42 %.

*
* *

Pour être complet, il faut tenir compte également de l'impôt prélevé au moment de la formation des sociétés.

L'impôt d'enregistrement est, en Angleterre, de 1 % du capital ; en France, de 2,50 %.

De plus, en France, sur les titres créés est prélevé un droit de timbre qui peut aller, au comptant, jusqu'à 2.40, alors que ce droit n'existe pas en Angleterre.

Nous trouvons donc d'une part 1 % de droits ; de l'autre, 4,90 %.

Le montant de ces droits doit être amorti par la société pour le détenteur des titres.

Revenant à notre exemple, nous aurons donc à effectuer en Angleterre l'amortissement de 70.000 francs et en France l'amortissement de 343.000 francs. Supposons que la société doive durer 20 ans ; il faudra prélever chaque année sur les bénéfices 3.500 francs en Angleterre et 17.150 francs en France, de ce fait, chacun des sept asso-

ciés anglais doit déduire de son revenu touché 500 francs annuellement et chacun des sept associés français 2.450 francs.

Cette charge fiscale du capital, répartie sur le revenu de vingt années, ramène, en fin de compte, le montant annuel du dividende touché à 79,5 % du bénéfice déclaré en Angleterre et, en France, suivant qu'il s'agit d'actions nominatives ou d'actions au porteur, respectivement à 64,5 ou à 55,3 % de ce même bénéfice.

Conclusions

Dans le *système fiscal anglais*, le total du prélèvement sur le bénéfice revenant à chaque actionnaire d'une limited company est de 20,5 % *au maximum* de ce bénéfice, sauf dans le cas où il serait atteint par la super tax, mais la super tax n'atteint que les revenus supérieurs à 2.000 livres; soit 270.000 francs au cours actuel de la livre — et il y aura remise d'impôt pour ceux des actionnaires dont « le montant de revenu n'est pas imposable au « taux statutaire » ».

Dans le *système français*, le prélèvement total 1° ne sera pas inférieur à 35,5 % du revenu si les actions sont nominatives, ni 44,7 % si les actions sont au porteur; 2° il n'y aura jamais de remise; 3° si le revenu total net de l'actionnaire comprend d'autres revenus, l'imposition à l'impôt global aura, de plus, pour résultat de prélever indirectement une fraction beaucoup plus élevée du revenu particulier que nous considérons ici. La fraction ainsi prélevée

par l'impôt pourra dans certains cas, arriver à dépasser largement en 1925, la moitié du bénéfice réalisé ¹.

20,5 % en *Angleterre au maximum*, 35,5 ou 44,7 % *au minimum en France*, tel est l'écart fiscal qui sépare dès maintenant la taxation moyenne des bénéfices de deux sociétés faisant des bénéfices égaux et distribuant ces bénéfices sous forme de dividendes.

Cet exemple n'est-il pas édifiant ?

¹ Le droit d'abonnement serait moindre cependant dans le cas où le cours moyen des actions au cours de l'année précédente n'aurait pas atteint 500 francs, soit le pair dans notre hypothèse. Il serait plus élevé si la valeur des actions avait été au cours de l'année précédente supérieure au cours moyen de 500 francs, et dans la mesure où ce cours aurait dépassé 500 francs.

ANNEXE II

Production nationale et expansion économique

Janvier 1928

LA CHARGE FISCALE EN BELGIQUE, EN ANGLETERRE ET EN FRANCE

Dans le *Bulletin d'Information de la Banque Nationale de Belgique*, M. Fernand Baudhuin, professeur à l'Université de Louvain, évalue le total des impôts demandés en 1927 à la population belge à 8.410 millions de francs belges, soit à 20 % environ de l'ensemble des revenus nationaux. M. Baudhuin estime, toutefois, qu'il faut déduire du total des charges fiscales 2 milliards environ consacrés à l'amortissement, parce que, dans le cas de l'impôt affecté au remboursement de la dette publique « l'actif national reste le même, et le capital, remis en circulation par l'amortissement, est restitué à l'économie générale et aux entreprises ». Déduction faite de ces deux milliards, la charge fiscale retenue par M. Baudhuin ressort à 6.410 millions de francs belges, représentant 15 1 4 % du revenu national.

L'auteur de l'étude dont il s'agit évalue le revenu national de la France à 150 milliards de francs-papier. Il estime à 46 milliards, soit à plus de 30 % dudit revenu, le montant des seuls impôts qui auront été recouvrés durant l'exercice en cours pour le compte de l'Etat et de la Caisse d'amortissement ; en y ajoutant les impôts locaux et départementaux, la proportion ressort à 34 1/2 %. Même en déduisant comme il l'a fait pour la Belgique, les sommes consacrées à l'amortissement, M. Baudhuin estime encore à 30 1/2 % de notre revenu national la charge fiscale supportée en 1927 par notre pays.

Pour ce qui concerne l'Angleterre, il écrit :

Le revenu national de l'Angleterre a fait l'objet d'une évaluation minutieuse, publiée il y a quelques mois. Elle est due à deux économistes de valeur, le professeur A. L. Bowley et sir Josiah Stamp, et elle a conclu à un revenu plus élevé qu'on ne le supposait jusqu'ici.

Le revenu de l'Angleterre s'est élevé, pour l'année 1924, à 4.164 millions de livres. On peut admettre qu'en 1927 il se trouve encore au même niveau ; la baisse des prix et les grèves de 1926 ont dû compenser approximativement l'accroissement régulier de la richesse et du revenu national.

Les impôts perçus par l'Etat se montent à 680 millions de livres, de sorte que le prélèvement fiscal n'atteindrait que 16 1/2 %. Nous sommes mal éclairés sur le montant des impôts locaux, mais il semble qu'on peut admettre, sous réserve, le chiffre de 160 millions de livres. La charge fiscale de l'Angleterre dépasserait donc de très peu 20 % ; en tenant compte de l'amortissement (50 millions

de livres), elle tombe même à 19 %. Avant la guerre, les impôts généraux et locaux prélevaient déjà 10 % d'un revenu de 2.300 millions de livres.

M. Baudhuin conclut que « l'histoire du contribuable anglais surchargé d'impôts n'est qu'une légende » et qu'elle le devient plus encore si l'on songe qu'un gros revenu supporte plus aisément qu'un autre un même prélèvement.

Au surplus, il résume le résultat de ses recherches dans le tableau suivant :

	Belgique	France	Angleterre
Population :			
Habitants . . .	7.800.000	40.900.000	44.000.000
Revenu national : dollars . . .	1.170.000.000	5.875.000.000	20.020.000.000
Impôts d'Etat .	210.000.000	1.800.000.000	3.300.000.000
Quotité du revenu	18 %	30 1/2 %	16 1/2 %
Impôts totaux .	232.000.000	2.020.000.000	4.080.000.000
Quotité du revenu	20 %	34 1/2 %	20 %
Par habitant :			
Revenu en dollars	150	144	460
Impôts d'Etat .	27	44	75
Impôts totaux .	30	49	93

Ces chiffres montrent une fois de plus que les charges fiscales du contribuable français sont très supérieures à celles des contribuables belges et anglais.

ANNEXE III

Pour l'application de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, la Chambre de Commerce de Saint-Quentin remit en discussion dans le courant de 1925, la théorie du stock-outil, dans les termes ci-dessous :

« Dans une industrie où les marchandises en stock constituent un chiffre important par rapport au chiffre d'affaires, les variations des cours faussent considérablement les résultats des inventaires.

» Peut-on légalement, pour l'évaluation du bénéfice, donner à ce stock une valeur constante unitaire, sans tenir compte des cours ?

» Cette manière de procéder peut-elle être admise quelle que soit la forme sociale de l'entreprise ?

Réponse du rapporteur

» A mon avis, il y aurait lieu de distinguer entre le stock-matière et le stock de produits finis, par analogie avec ce qui s'est passé en matière de dommages de guerre.

» S'il s'agit de produits finis ou marchands, l'évaluation doit en être faite soit au cours du jour de l'inventaire, soit au prix de revient, soit même comme l'a admis M. de Lasteyrie, dans une réponse qu'il a faite à une question posée

par la Fédération industrielle et commerciale de Tourcoing-Roubaix, au prix probable de réalisation.

» On prendra, naturellement, dans la plupart des cas, le plus faible de ces prix.

» S'il s'agit du stock-matières, rien ne paraît s'opposer à ce que le stock nécessaire à la marche de l'usine pendant une durée de trois mois, soit estimé à un *prix invariable* quelles que soient les fluctuations des cours.

» Ce stock que j'appellerai stock-outil, doit demeurer invariable en quantités. Au fur et à mesure qu'il est entamé pour les besoins courants de la fabrication, il est remplacé dans son intégralité par un achat correspondant. Il y a là une sorte d'immobilisation qui a été payée à l'origine de l'affaire, en 1919, par exemple, si vous voulez, un prix de X... Le bénéfice ou la perte correspondant à ce stock immobilisé n'apparaîtront qu'à la liquidation de l'affaire.

» Bien entendu, une fois admis ce procédé d'évaluation, il sera nécessaire de le maintenir toujours pour ne pas encourir la suspicion de l'administration.

» Quant au stock-matières en excédent, il devra être estimé au prix de revient ou au cours du jour selon le cas. »

La réponse à l'opinion du rapporteur est résumée dans les pages suivantes.

*Réévaluation des stocks de matières premières
par application d'un minimum d'évaluation
dans les industries textiles*

Voici quelques extraits de la réponse de M. le directeur général des contributions directes au président de

l'Union, reproduite dans le *Bulletin de l'Union des Syndicats patronaux des industries textiles de France* (janvier 1927), comme suite aux remarques adressées par ladite Union, relativement au projet de l'administration, sur l'évaluation des stocks de matières premières en vue de l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

» ... Le prix des matières premières utilisées dans les industries de cette catégorie étant susceptible de subir, à de courts intervalles, des variations considérables, on conçoit qu'une évaluation des stocks opérée en fin d'exercice d'après le prix de revient ou le cours du jour puissent faire apparaître des résultats que ne justifie pas la situation véritable des entreprises et l'on comprend qu'il soit raisonnable d'attribuer à ces stocks une estimation prudente.

» Certains chefs d'entreprises se sont ainsi, depuis longtemps, posé comme règle d'évaluer les stocks en leur possession, d'après un prix unitaire invariable.

» Mais depuis, cette évaluation s'écarte trop de la réalité pour *pouvoir être admise au point de vue fiscal*.

» Après nos échanges de vues, il m'a paru que pour l'évaluation des stock, les dispositions ci-après peuvent être adoptées.

» A. — Les stocks de matières premières devront comporter une évaluation au moins égale à celle que fera ressortir l'usage de la méthode suivante :

» Pour chaque nature de marchandises, on prendra comme point de départ la moyenne de trois cours bas d'avant-guerre compris en 1890 et 1914.

» Cette moyenne sera majorée dans la proportion de

la dépréciation du franc par rapport au dollar. Le coefficient de dépréciation du franc résultera, au choix de l'industriel, soit de la moyenne des cours du dollar pendant l'année commerciale, soit de la moyenne des cours pendant le mois ayant précédé l'inventaire, d'après les constatations du *Bulletin de Statistique Générale de la France*. On ne retiendra d'ailleurs, en aucun cas, un coefficient supérieur à 5.

» Le prix unitaire ainsi dégagé sera appliqué aux quantités de matières en stock à la fin de l'exercice.

» Sur l'évaluation ainsi obtenue, il pourra être pratiqué une décote de 20 % au minimum.

» Il sera ainsi procédé aussi longtemps que les circonstances économiques resteront sensiblement les mêmes.

» B. — Du fait que les industriels, pour l'établissement de leurs inventaires, ont employé des prix invariables ne tenant pas compte de la diminution de valeur du franc, certaines sommes ont échappé à l'impôt depuis plusieurs années.

» Les redressements affecteront les exercices 1921 à 1925.

» C. — Les règles dont il s'agit ne concernent que les matières premières en vue de transformation.

» Pour ce qui a trait aux produits en cours de fabrication, ainsi qu'aux produits finis, l'évaluation qui leur est attribuée d'après les règles de chaque entreprise, sera, en principe, adoptée par l'administration.

» Les industriels qui ont jusqu'à présent évalué leurs

stocks au cours du jour ou au prix de revient, auront à l'avenir, la faculté d'attribuer à tout ou partie de leurs stocks, le minimum d'évaluation accepté par l'administration »

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLEMY.

Le Président,
GERMAIN-MARTIN.

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Angleterre

SPICER et PEGLER. — *Income tax, super tax and corporation profit tax*, H. F. L. (Publishers) L.t.d. 17, Ironmonger Lane, Cheapside. E.C.2.

Ernest Evan SPICER. — *Notes on Finance Acts 1925 and 1926*, F.C.A. — H.F.L. 17, Ironmonger Lane, Cheapside.

Charles VALFRAMBERT. — *Régime Municipal et institutions locales de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande*, Paris, Maresq aîné, 17, rue Soufflot.

Georges LACHAPELLE. — *Les finances britanniques*, Recueil Sirey, 22, rue Soufflot.

Lucien PERSÉGOL, — *Les conséquences économiques de la guerre en Angleterre*, Blois, Imprimerie René Breton.

Henri LAUFENBURGER. — *L'Impôt sur le revenu et les Sociétés Commerciales en Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Suisse*, Imprimerie Strasbourgeoise, 15, rue des Juifs, Strasbourg.

Le bulletin quotidien, 30 avril 1926, supplément N° 8. La situation économique et financière de l'Angleterre.

Revue de Science et de législation financière.

1° Gaston JÈX. — *Les doubles impositions en Angleterre*, octobre-novembre-décembre 1921, p. 545.

- 2° Juillet-août-septembre 1923, p. 341. *Les Finances publiques de l'Angleterre*.
- 3° Avril-mai-juin 1924, p. 316. *Discours du Chancelier de l'Echiquier*, M. Snowden, à la Chambre des Communes, le 29 avril 1924.
- 4° Juillet-août-septembre 1925. *Budget Speech du Chancelier de l'Echiquier*, M. Winston Churchill, prononcé à la Chambre des Communes, le 28 avril 1925.
- 5° Avril-mai-juin 1927. *Les Finances publiques de l'Angleterre*, p. 267. — *Discours du Chancelier de l'Echiquier*.

France

Jean MICHEL. — *Guide pratique du Droit Fiscal des Sociétés françaises*, J. Labie, et C^{ie}, 18, rue Séguier, Paris.

Lucien ADOLPH et Roger GOUBEAU. — *Les Sociétés devant le fisc*, Payot, Paris.

Les Progrès de la Restauration Economique. — Chambre de Commerce Internationale, 33, rue Jean Goujon, Paris.

Raymond CHAMPION. — *Le contrôle en matière de Contributions directes*, Marcel Rivière, éditeur, 31, rue Jacob.

René DROZ. — *L'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et les entreprises d'assurances, de capitalisation et d'épargne*, Jouve et C^{ie}, 15, rue Racine.

Décret portant codification des textes législatifs concernant les formalités à observer et la procédure à suivre au sujet de l'assiette des impôts sur le revenu, Les journaux officiels, 31, quai Voltaire.

Compagnie des Experts-comptables de Paris, Compte rendu du banquet annuel, 1926, 92, rue de Richelieu.

Production Nationale et Expansion Economique, janvier 1928, 6, rue de Messine.

Comité Central d'Etudes et de Défense fiscale, mars 1926, 31, rue de Valois.

Jean VERNIN. — *Les tantièmes des Administrateurs et Directeurs*, 45, rue de Maubeuge, Paris.

La Comptabilité et les Affaires. — 8^{me} année, n° 95, novembre 1927.

PierreJacques BANÈS. — *Les amortissements industriels, les réserves et le report à nouveau au point de vue fiscal*, Société Anonyme du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot.



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Enflement parallèle des budgets dans les deux pays. — Comparaison des moyens fiscaux employés pour les équilibrer. — A quoi limiter le parallèle et pour quelles raisons. — Les Sociétés de capitaux : Rappel de leurs caractéristiques	7
CHAPITRE PREMIER. — APERÇU DES DEUX SYSTÈMES ET TAUX. — En France l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. — La taxe sur le revenu des valeurs mobilières. — Inconvénients de cette superposition. — En Angleterre, « L'excess profit duty, corporation profit tax ». L'income tax. — La division en cinq cédules. — Le procédé du « stoppage à la source ». — Les déductions à la base. — En France : Les taxes assimilées. — Les centimes additionnels	19
CHAPITRE II. — LE FONCTIONNEMENT DE L'INCOME TAX.	
§ 1. — <i>Le personnel chargé de son fonctionnement</i> Importance de son évolution pour dépeindre les méthodes administratives anglaises	37

a) <i>Autrefois</i> . — Agents locaux : Commissaires généraux. Commissaires adjoints. Répartiteurs. — Agents de l'administration centrale : Commissaires spéciaux. — Inspecteurs	40
b) <i>Aujourd'hui</i> . — Fonctionnement actuel de l'income tax	48
§ 2. — <i>La cédule D</i> . — Justification du choix de cette cédule. — Déclaration du contribuable. — Les comptables assermentés. — Les six classes de la cédule D. — Assiette de la cédule D. — Calcul des bénéfices imposables. — Les difficultés résultant de différences entre le droit civil ou commercial et le droit fiscal. — Amortissements et réserves. — Inconvénients de la pratique française. Inégalité de traitements entre les contribuables. — Méthode anglaise, son exposé. — Les déductions permises ; — celles qui sont interdites. — Calcul des amortissements. Ses règles	81
§ 3. — <i>Etablissement des comptes pour l'income Tax</i> . — Importance de ce chapitre. — Quelques exemples. — Les deux façons d'établir les comptes de l'I. T. — Caractère logique de la méthode anglaise. — Ses avantages ; ses inconvénients ; sa rigidité	92
§ 4. — <i>La super tax</i> . — Son caractère personnel — Taux. — En quoi cette question intéresse cependant les Sociétés de capitaux. — Pouvoirs spéciaux donnés aux Commissaires à l'égard des « private limited	107

CONCLUSION — Rigidité de la jurisprudence fiscale britannique. — Tatonnements. Le caractère empirique des lois fiscales françaises. — L'Évolution incessante des méthodes anglaises. — Dans le passé, caractère définitif du système fiscal français, entraînant des secousses profondes. — Nécessité d'une évolution incessante.

Caractère objectif du peuple anglais, en matière fiscale. — En France, l'impôt envisagé comme instrument d'égalisation sociale. — Inconvénients de cette méthode du point de vue fiscal.

Sens de l'intérêt général chez les contribuables des deux pays. — L'impôt instrument de pacification sociale 113

ANNEXE 1. — Comité central d'études et de défense fiscale : Les charges respectives des contribuables français et anglais 133

ANNEXE 2. — Production nationale et expansion économique. — La charge fiscale en Belgique, en Angleterre et en France 142

ANNEXE 3. — La théorie du stock-outil. — Réponse du directeur général des contributions directes . 146





Imp. G. THONE
LIÈGE (Belgique)